

# DIFFUSION DU SERVICE CIVIQUE NATIONAL ET EUROPÉEN DANS TOUTE L'EUROPE : ÉTUDES DE CAS



Funded by  
the European Union

AND SUPPORTED BY



Malta Council for the  
VOLUNTARY SECTOR

# AVANT-PROPOS

Une expérimentation réussie d'un « Schéma de Service Civique Européen » innovant, menée par le CSCE et Unis-Cité depuis 2020, est à l'origine de cette coopération européenne.

Née en 1994, Unis Cité est l'organisation pionnière et experte en matière de service à la jeunesse qui a inspiré le programme de Service Civique National lancé en 2010 par le gouvernement. **Ce programme accueille désormais environ 90 000 jeunes par an. Le CSCE a été lancé en 2018 pour promouvoir l'idée d'un développement global et universel du service à la jeunesse en Europe.**

Les deux associations ont mené conjointement l'expérimentation, qui a consisté en un dispositif unique mêlant les dispositifs de service civique national et le Corps européen de solidarité. Les objectifs étaient à la fois de permettre à davantage de jeunes d'accéder à la mobilité européenne et d'expérimenter un « Erasmus+ Jeunesse » permettant à des jeunes d'effectuer un service volontaire pendant quelques mois dans leur propre pays, puis quelques mois dans un autre pays européen.

L'initiative a inspiré l'une des annonces majeures de la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (janvier-juillet 2022). Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé son intention d'œuvrer à la création d'un « Service Civique Européen » : qui serait le deuxième pilier de la mobilité européenne aux côtés d'Erasmus, et permettrait à tous les jeunes Européens de vivre un engagement citoyen et solidaire unique, grâce à un service à long terme (minimum 6 mois).

Tous les partenaires de cette coalition européenne sont convaincus qu'un tel « Service Civique Européen » répondrait au besoin de nos sociétés de rassembler les citoyens et de restaurer un sentiment d'appartenance partagée en Europe, à travers une expérience concrète et de terrain pour les jeunes, fondée sur la rencontre entre Européens et l'action de solidarité.

Nous sommes guidés par l'ambition d'atteindre un plus grand nombre de jeunes avec un accent spécifique sur l'inclusion. C'est pourquoi notre coopération et ce guide final visent à montrer comment diffuser et promouvoir les programmes nationaux de service civique et les programmes d'engagement civique à long terme pour les jeunes en Europe, ainsi qu'à élargir les opportunités de mobilité existantes à travers l'engagement civique (comme le Corps Européen de Solidarité).

Nous espérons donc que cette lecture vous encouragera et vous dotera à la fois d'éléments de vision, de méthodologie et d'exemples pour expérimenter et promouvoir une telle ambition.



**Marie Trelu-Kane,**  
**Présidente et co-fondatrice d'Unis cite**

**UnisCité**

## MOT DU COORDINATEUR DU PROJET :



**Benjamin SIBILLE, Fondateur et Directeur Général du Collectif pour un Service Civique Européen (SCE)**



« Ce document constitue un succédané des efforts que nous avons tous menés, à travers tout le Réseau du Collectif pour le Service Civique Européen, et plus particulièrement les partenaires de cette Coopération Erasmus Key Action 2 « Grand Tour Européen » pour aider à diffuser un service civique national pleinement développé dans plus de pays d'États membres. Il fournit un l'exemple, appliqué dans la vie réelle par les partenaires de projets pilotes, déployés au niveau des ONG, et qui devraient être transformés en politiques nationales réelles. Il inspire également en réfléchissant, au-delà de ce qui a été testé, à ce qui pourrait éventuellement être.

Qu'est-ce que le service civique ? Qu'essayons-nous d'encourager et de réaliser ?

Inventé en Allemagne et en Autriche après la Seconde Guerre mondiale, comme alternative obligatoire au service militaire, le service civique a depuis évolué, et peut être décrit comme :

- un temps plein (proche de l'horaire légal de travail à temps plein)
- à long terme (au moins plusieurs mois, et généralement au minimum 6 mois, pour obtenir un gain réel d'expérience) engagement d'intérêt général (consistant en des missions habituellement attribuées à l'État, à l'administration publique et en ONG, et qui ont un but non monétaire, mais peuvent être qualifiées de biens publics)
- entièrement soutenu par l'État (qui finance, ou au moins fournit en nature, les besoins fondamentaux du jeune et de l'organisation d'accueil afin de rendre un tel effort possible)
- avec un objectif général de servir la société, mais aussi de se développer (ce qui implique le déploiement d'outils et de formations pédagogiques et d'un cursus permettant d'acquérir des compétences).

Habituellement, mais pas nécessairement, il est limité par un âge limite aux jeunes et repose sur une base purement volontaire, afin d'assurer la plus grande efficacité dans les missions.

**Mais au-delà de ces spécificités, le Service Civique est avant tout un État d'Esprit au niveau sociétal : qui fait confiance à la Jeunesse pour rendre demain meilleur et y investir consécutivement, mais également qui fait confiance aux Citoyens pour renforcer la Démocratie par leur engagement actif : un vrai idéal européen.**

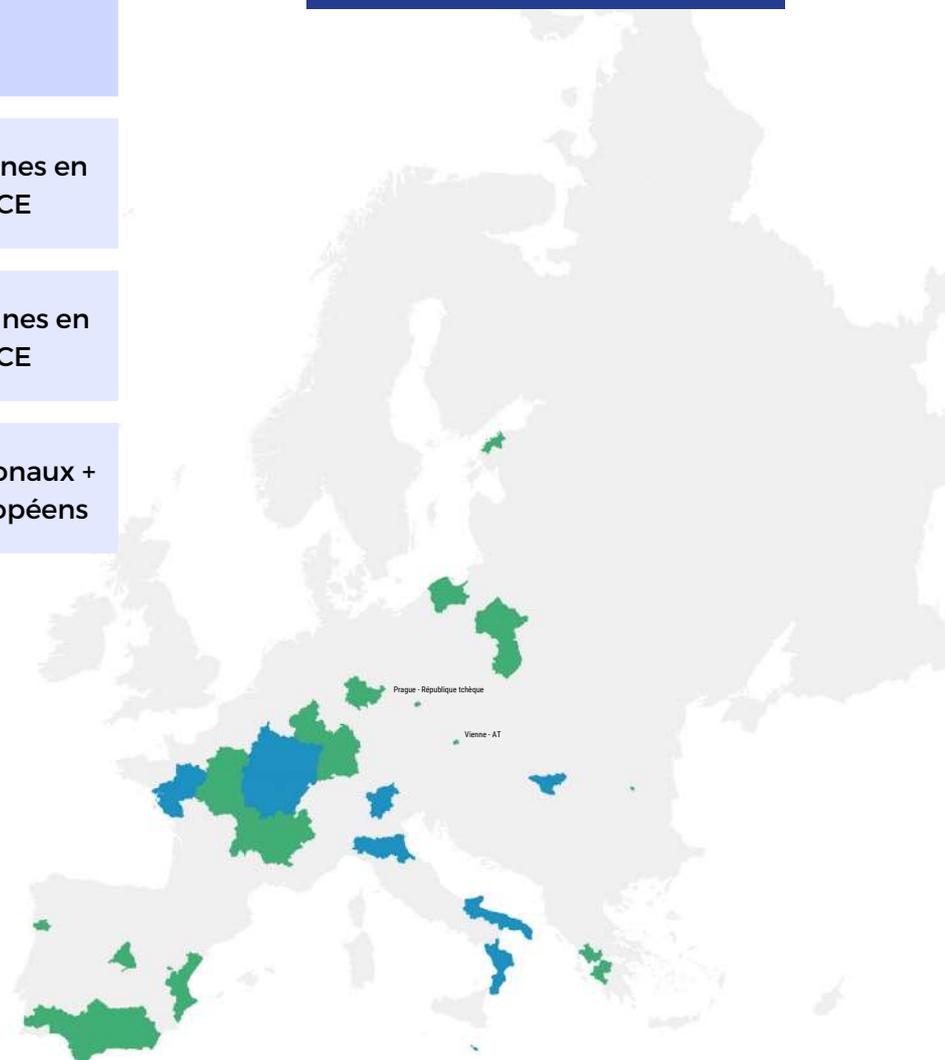
# Déploiement annuel d'ici la fin du projet : tester le service volontaire national là où il n'existe pas et le combiner avec une expérience européenne là où il existe: le modèle de Service Civique Européen (SCE)

Pays	Promotions	Total des jeunes	République tchèque	PILOTE	4 nationaux + 4 européens
France	7 promotions	100 jeunes en SCE	le Portugal	PILOTE 2 promotions	4 nationaux + 4 européens
Italie	3 promotions	35 jeunes en SCE	Grèce	1 promotion	50 jeunes en service civique
Allemagne (prévu)	4 promotions	58 jeunes en SCE	Estonie (prévu)	PILOTE 1 promotion	10 nationaux + 10 européens
Malte	1 promotion - 1 établissement LEAD en ESC	16 jeunes en SCE			
L'Autriche	1 promotion	10 jeunes en SCE			
Roumanie	2 promotions	28 jeunes en SCE			
Pologne	PILOTE 3 promotions	6 nationaux + 6 européens			

**UN TOTAL DE 345 JEUNES POUR 2023-2024**

SCE déployé (projet complet ou test pilote) France, Italie, Malte, Roumanie, Grèce et Autriche

Prochaines promotions SCE complètes en Pologne, au Portugal, en Espagne, en Allemagne, en Estonie et en République tchèque



# Le Service Civique Européen, un modèle de synergie : intégrer les expériences nationales et européennes pour l'inclusion et une immersion culturelle totale

- **6 mois de service civique, entièrement pris en charge par les fonds nationaux**, dans leur propre pays, pour vivre et s'engager auprès d'une équipe de jeunes venus de toute l'Europe (50% de leur propre pays, 50% mobiles d'un autre pays européen).
- **Puis 6 à 12 mois de mobilité de citoyenneté européenne dans le pays d'Europe de son choix**, dans le cadre du Corps Européen de Solidarité ou du Service Civique.

**TOUS LES VOLONTAIRES SONT RÉUNIS DANS UN GROUPE MIXTE POUR CONDUIRE DES MISSIONS TOUS ENSEMBLE, ET COMMENCER DANS LEUR PAYS, AVANT DE CONTINUER DANS UN AUTRE.**

**À travers ce projet, notre objectif est non seulement de diffuser les modèles nationaux de volontariat, mais également de favoriser leur coopération pour qu'ils servent de point d'entrée pour la mobilité européenne.**



**GÉNÉRALEMENT EN SERVICE CIVIQUE NATIONAL**



**10 Européens**



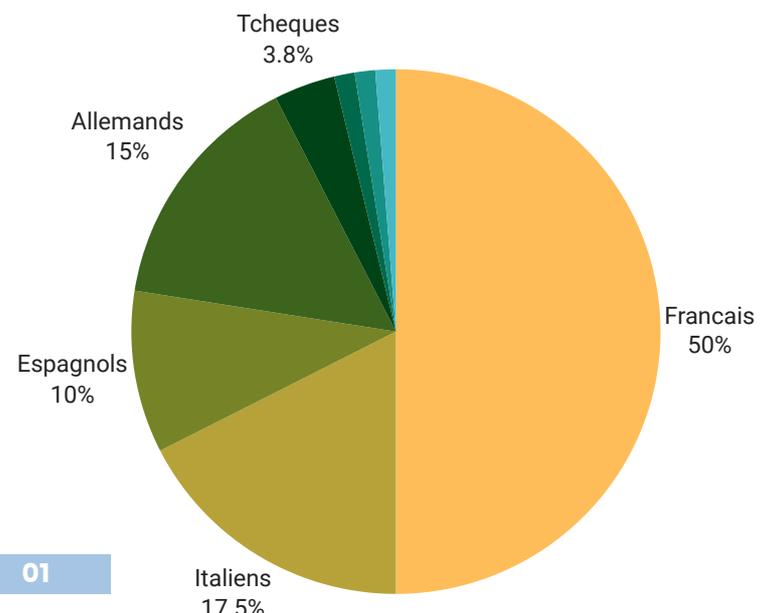
**HABITUELLEMENT DANS LE**

**Le service civique européen est donc un modèle reproductible pour relever deux défis auxquels les États membres de l'UE sont confrontés : atteindre 50 % de jeunes dans la mobilité européenne et la rendre inclusive.**

**Il associe généralement des programmes nationaux de volontariat ET/OU le Corps européen de solidarité**

Composition actuelle des volontaires du service civique européen (principe de double expérience et tandem)

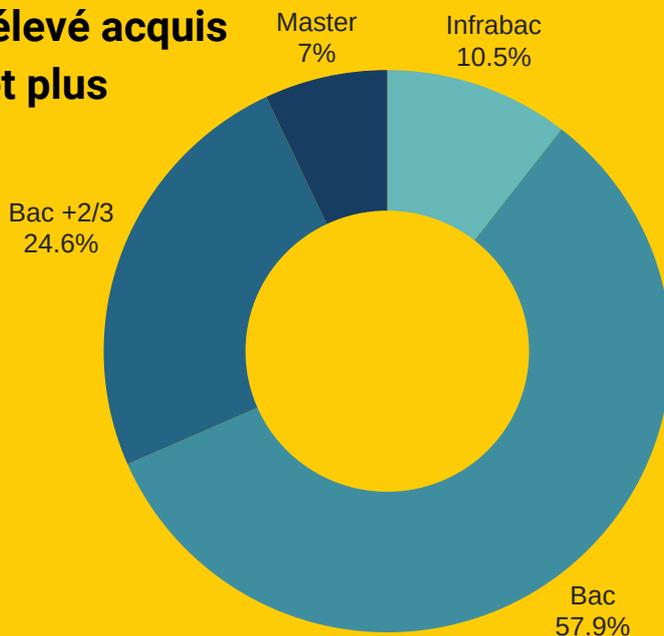
Années 2020 à 2023



# Le modèle de service civique européen : des réussites majeures en matière d'inclusion, d'insertion et d'ouverture culturelle

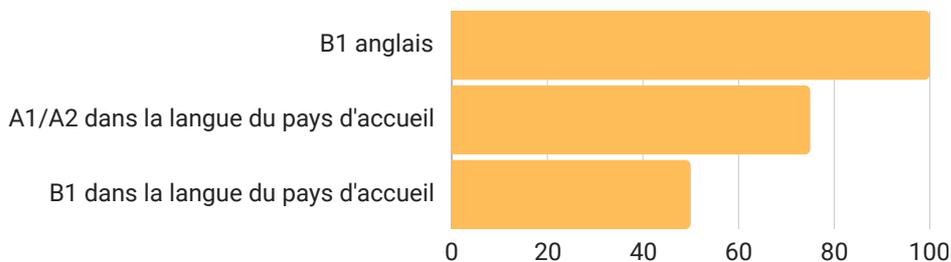
**NOUS PARVENONS À MAINTENIR UN NIVEAU D'INCLUSION ACCRU (ENTRE 25% ET 50% POUR UN CES STANDARD CONTRE 70% POUR NOUS)**

**Niveau d'étude le plus élevé acquis  
JAMO < BAC+1 et plus**



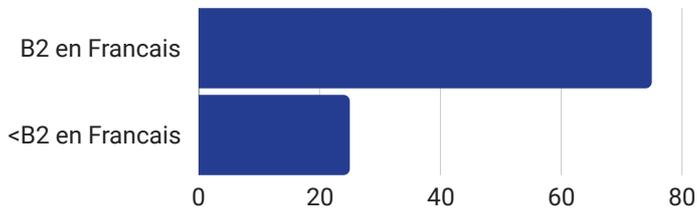
## TOUS LES VOLONTAIRES TERMINENT LEUR EXPÉRIENCE AVEC UNE AMÉLIORATION SUBSTANTIELLE DES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

**NATIONAUX (SUITE A LA PERIODE DE MOBILITE)**



**La plupart de nos volontaires sont primo apprenants toutes langues au départ**

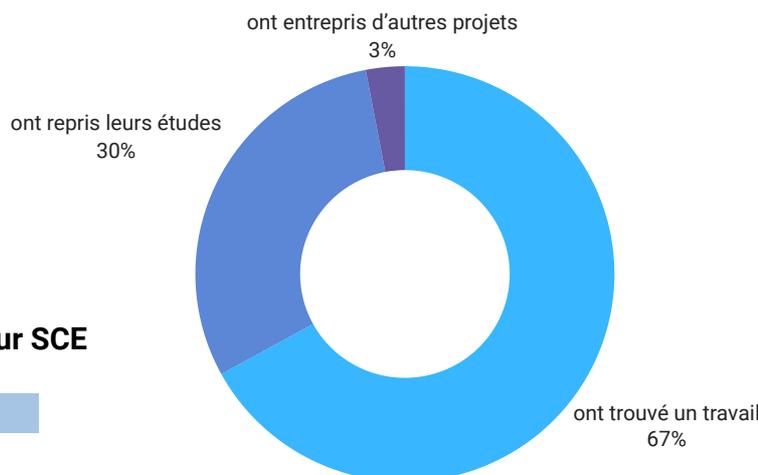
**EUROPEENS 6 MOIS EN FRANCE**



**90% des jeunes déclarent se sentir « européens » après le programme (contre 30% au début)**

**Nous avons jusqu'à présent seulement 6% d'abandons (toujours dans les 3 premières semaines) et 97% des jeunes qui terminent le programme font immédiatement une transition vers le travail ou les études.**

**Insertion des jeunes après leur SCE**



# PRÉSENTATION DE CE RAPPORT SUR LA DIFFUSION DU SERVICE CIVIQUE À TRAVERS L'EUROPE

- Ce guide complet est facilement accessible à toutes les organisations qui aspirent à se lancer et à mener des projets similaires à l'engagement civique et au volontariat à long terme des jeunes. Il constitue une ressource pour ceux qui cherchent à expérimenter et à faire avancer la cause de l'engagement civique des jeunes.
- L'objectif principal de ce guide est de renforcer la promotion et mise en œuvre d'initiatives d'engagement civique au niveau national, en se concentrant particulièrement sur la promotion de programmes de volontariat à long terme pour les jeunes dans les États membres.
- Le guide s'appuie sur une richesse de connaissances obtenues grâce à des initiatives réussies en **France, en Italie, en Allemagne, à Malte et au projet pilote naissant que nous avons lancé grâce à cette coopération en République tchèque, en Estonie, en Roumanie et en Grèce**, compilant efficacement un référentiel d'informations précieuses et d'idées innovantes.
- Pour les pays où de tels programmes n'ont pas encore été mis en place, Unis-Cité a pris l'initiative de développer une méthodologie générale applicable dans tous contextes. Cette méthodologie définit non seulement des stratégies très efficaces pour lancer et entretenir des programmes proches du service civique, mais formule également des éléments critiques essentiels à la construction d'un cadre juridique solide. Pour diffuser cette expertise, Unis-Cité, avec le soutien du Collectif pour un service civique européen, a organisé et tenu une session de formation intensive à Paris en mars 2023. La méthodologie a été soigneusement présentée, partagée, améliorée lors de cette rencontre, et mis en œuvre concrètement dans chaque pays associé.

Service  
Civique  
Européen  
*Grandir ensemble*

# TABLE DES MATIÈRES

0

## MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE.....06

1

## I. SERVICE CIVIQUE FRANÇAIS .....08

- A. Contexte historique
- B. Contenu, principes, faits et chiffres
- C. Guide - Service civique français
- D. Le modèle Unis Cité: Diversité, engagement collectif (équipes), formation intensive

2

## II. SERVICE CIVIQUE ITALIEN.....18

- A. Contexte historique
- B. Contenu, principes, faits et chiffres
- C. Guide - le service civique italien

3

## III. SERVICE CIVIQUE ALLEMAND .....28

- A. Contexte historique
- B. Contenu, principes, faits et chiffres
- C. Guide - FSJ / BFD

4

## IV. SERVICE CIVIQUE MALTAIS.....35

- A. Contexte historique
- B. Contenu, principes, faits et chiffres
- C. Guide – Le programme volontaire maltais pour la jeunesse

# TABLE DES MATIÈRES

5

## V. PERSPECTIVES EN TCHEQUIE .....44

- A. Modèle de la République tchèque
- B. Besoins sociétaux majeurs
- C. République tchèque – Service civique à long terme
- D. Cadre du projet pilote

6

## VI. PERSPECTIVES EN ESTONIE.....54

- A. Contexte social et perspectives de la Jeunesse
- B. Besoins sociétaux majeurs et volontariat
- C. Statut juridique du volontariat

7

## VII. PERSPECTIVES EN ROUMANIE.....63

- A. Programme roumain
- B. Projets pilotes prévus

8

## VIII. PERSPECTIVES EN GRECE.....68

- A. Programme grec
- B. Projets pilotes prévus

# MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE (PAR UNIS-CITÉ)

Les questions suivantes sont destinées à être utilisées comme guide pour le processus de réflexion et d'élaboration afin de définir le cadre d'un programme d'engagement civique ou de « Service de jeunesse » dans un nouveau pays (c'est-à-dire un pays où il n'existe pas encore de programme établi).

## A. Stratégie globale

### A.1. Collecte des informations générales utiles :

Combien de jeunes y a-t-il dans votre pays ? Quelle typologie de jeunes (niveau d'éducation, emploi, enjeux majeurs) ?

Quels sont les principaux défis sociaux et environnementaux sur lesquels les jeunes en service pourraient faire la différence ?

### A.2. Définir une vision pour un programme national dans votre pays

- Quels seraient les objectifs (qualitatifs et quantitatifs) ? 100 % des jeunes sont en service chaque année ou seulement certains groupes cibles ?
- Volontaire ou obligatoire ?
- Combien de temps pensez-vous qu'ils devraient servir ? Temps plein/temps partiel ?
- Sans paiement ou avec une allocation (si oui, quel montant serait « juste ») ? Qu'en est-il de l'hébergement et de la nourriture pour les jeunes qui servent ?
- « Service » uniquement ou avec des formations ? Quel genre de formations ? Des formations civiques et professionnelles comme Unis-Cité ? Autres ? Combien de jours de formation par mois de service ?
- Serait-il important de rassembler des jeunes issus de divers milieux sociaux ou économiques lors de ce service, ou pas une priorité ?
- Sur quels défis sociaux ou environnementaux spécifiques devraient-ils s'engager en priorité dans votre pays ? Quels types d'organisations devraient accueillir ces jeunes « en service » ?...
- Quelles seraient les étapes vers cette vision ?
- Par où commenceriez-vous (dans quelle partie du pays) ? Avec combien de jeunes ? Pour faire quoi ? Organisé et encadré par qui ? Qui paierait pour ça ?
- Quelles seraient les 3 à 5 étapes clefs vers la vision à long terme ?

# MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE (PAR UNIS-CITÉ)

## B. Principaux aspects juridiques et financiers

- Existe-t-il une législation ou un cadre juridique permettant de payer, de donner des allocations aux « volontaires » dans votre pays ?
- Si ce n'est pas le cas, comment votre organisation pourrait-elle fournir aux jeunes volontaires une allocation mensuelle, ou de la nourriture et un logement assurant leurs besoins ?
- Quelle serait l'allocation mensuelle à accorder aux jeunes volontaires, dans le cas où on envisage qu'elle soit versée (à titre de comparaison, quel est le salaire minimum dans votre pays ? Et la moyenne ?) ? Combien d'argent faudrait-il alors pour la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> année de votre stratégie, au moins pour les allocations ?
- Quel type de couverture sociale pourrait être assurée aux volontaires pendant leur « service » en cas de maladie, d'accident, de maternité... ?
- Quels seraient les coûts supplémentaires ? Formations ? Du mentorat pour les jeunes ? Transport ? Gestion globale ? D'autres coûts ? Combien faudrait-il, pour assurer ses services, par jeune ?
- Quels pourraient être les partenaires/sponsors publics et privés pour fournir des fonds ? Pour la phase initiale, au stade de l'expérimentation ? Et puis à long terme ?

## C. Marketing et influence sur les politiques publiques

- Comment attirer les médias et les faire parler de ces jeunes et du programme/projet de service civique dans votre pays ? (Journal/ TV / Réseaux sociaux)
- Serait-il envisageable que les jeunes volontaires portent une tenue identifiable, comme les membres d'Unis-Cité ?
- Quel nom possible pour un tel schéma/projet ? (Le projet de votre organisation et celui national) Ex. Unis-Cité signifie « Unis pour la communauté » et « service civique » signifie servir la communauté en tant que civil.
- Que pensent les principaux partis politiques de votre pays sur :

Étendre le « service civique national (et/ou européen) » au niveau national

Le soutenir/financer financièrement

Quels seraient les principaux arguments pour les convaincre de demander à l'État/au gouvernement d'investir beaucoup d'argent dans un vaste « programme de service civique » national ? (Ex. financer les allocations pour les jeunes et une partie du mentorat)

Qui seraient vos principaux alliés pour les convaincre ?

## A. CONTEXTE HISTORIQUE

Unis-Cité est née en France en 1994 de la rencontre entre une jeune Américaine et trois étudiantes de l'ESSEC Business School désireuses de contribuer à l'émergence d'une société plus engagée, solidaire et respectueuse des différences.

L'association est née de la conviction qu'il doit faire partie de l'éducation de tous nos jeunes de consacrer une étape de leur vie au service de la communauté tout en s'initiant au travail d'équipe et à la mixité sociale.

En 2007, Unis-Cité a fait en sorte que le « Service Civique Universel » soit inclus dans les programmes politiques des principaux candidats à l'élection présidentielle. Nicolas Sarkozy est élu président et s'engage à instaurer un service civique de six mois pour tous.

Avec le changement de gouvernement, le financement annuel du Service Civique est gelé à 2 500 jeunes, dont 900 à Unis-Cité, qui avait quintuplé ses effectifs en deux ans. Unis-Cité poursuit son lobbying pour la mise en œuvre de la promesse de campagne du Président.

En 2009, Unis-Cité a lancé son premier programme d'envergure nationale (dans le domaine environnemental) afin d'illustrer le potentiel d'impact à grande échelle du Service Civique sur de grandes causes.

Unis-Cité a inspiré et servi de modèle au lancement du Service Civique des Jeunes en 2010 en France. Elle reste la principale organisation de service civique ; il est reconnu tant au niveau national qu'europpéen, comme une référence en la matière, ayant inspiré le cadre national du volontariat en Belgique et aux Pays-Bas.

Présente dans plus de 120 villes de France métropolitaine, et à La Réunion, Unis-Cité encadre chaque année plus de 10 000 jeunes dans le cadre du service civique national, dans un service civique « collectif » fondé sur la mixité sociale. L'association défend l'idée que le Service Civique doit devenir « universel » et s'inscrire dans le parcours professionnel de tous les jeunes en France. Elle n'impose aucun prérequis formel pour que des bénévoles rejoignent ses équipes.

Environ 600 collaborateurs apportent à l'organisation toutes les compétences et tous les domaines requis par sa taille, y compris une expertise en gestion de projets et en pédagogie, notamment auprès des Jeunes avec Moins d'Opportunités (JAMO).

Unis-Cité siège au comité administratif du Service Civique français et est systématiquement associée par l'État à toute initiative en la matière.

- **Législation :** Les termes de l'article L. 120-1 du code du service national, introduit par la loi du service civique du 10 mars 2010, expliquent que le service civique a pour objet de « renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale et offre à toute personne volontaire l'opportunité de servir les valeurs de la République et de s'engager en faveur d'un projet collectif en effectuant une mission d'intérêt général auprès d'une personne morale agréée ».
- Créée en mai 2010, en application de la loi du 10 mars 2010, l'Agence du Service Civique est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) regroupant l'État français et l'association France Volontaires. Elle dispose de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Placée sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, l'Agence est chargée de superviser et de mettre en œuvre le service civique en France.

## Les étapes de la naissance du service civique français

**1995**

Unis-Cité est le pionnier d'un service citoyen novateur en Île-de-France, malgré l'absence de statut juridique pour les jeunes et de financement public. Inspiré des expériences « Americorps » et City Year (service de 12 mois), il offre une opportunité unique de 9 mois aux jeunes de s'engager dans des services communautaires au sein d'équipes socialement et racialement diverses. Le programme offre une compensation financière, une formation citoyenne et un accompagnement pour façonner leurs projets futurs, ce qui en fait une initiative transformatrice en France.

**2005**

Après la crise des « banlieues », le Président Jacques Chirac a annoncé la mise en place d'un service civique volontaire pour 50 000 jeunes (dont 10 000 adhèrent à des associations sur le modèle Unis-Cité). L'influence d'Unis-Cité a conduit à la création du « Service Civil Volontaire » français.

**2010**

En 2010, la France a promulgué la loi « Service Civique » après des consultations menées par Martin Hirsch, permettant à 6 000 jeunes, dont 1 500 d'Unis-Cité, d'y participer avec un cofinancement de l'État. Unis-Cité a poursuivi son « modèle d'équipe » et a fourni des formations et des conseils pour l'expansion du service civique. L'association a développé des programmes nationaux soulignant l'importance du service civique dans la résolution de questions sociales et environnementales.

**2023**

Unis-Cité milite pour l'accès universel au Service National de la Jeunesse, en promouvant la diversité et la formation civique. Ils encadrent actuellement plus de 10 000 jeunes par an en service civique « collectif », établissant ainsi une référence en matière d'innovation et d'expansion. Leur vision ambitieuse vise à impliquer 350 000 jeunes par an d'ici 2027, en mettant l'accent sur la qualité et la reconnaissance.

## B. OBJECTIF, FAITS ET CHIFFRES

Unis-Cité (1994) vise à contribuer à une société plus engagée, solidaire et inclusive. Elle a joué un rôle central dans l'inspiration et la modélisation du lancement du service civique des jeunes en France (2010) et reste l'organisation leader dans ce domaine. Présente dans plus de 120 communes en France et à la Réunion, elle accompagne chaque année plus de 10 000 jeunes dans un service civique « collectif » pour la mixité sociale.

Elle milite pour que le Service Civique devienne un élément universel du parcours professionnel de chaque jeune en France et accepte des volontaires sans prérequis formel. Elle s'engage activement auprès de la Gouvernance du Service Civique français et collabore fréquemment avec l'État sur des initiatives dans le domaine.

### BUT

L'objectif du Service Civique est de mobiliser les jeunes pour relever les défis de société. Ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans en situation de handicap, il offre un cadre permettant aux jeunes de travailler ensemble et de vivre une expérience humaine unique. Pour être bénévole, tout ce qui compte est la motivation et le savoir-être.

La mixité sociale (niveaux de formation, genre, âge, origine sociale, origines culturelles et lieu de résidence) est l'un des objectifs assignés au Service Civique : tous les citoyens doivent avoir un accès égal au Service Civique.

Il ne s'agit pas d'un stage, d'un travail bénévole ou d'un emploi salarié ; il s'agit d'un engagement volontaire pour une durée minimale de 6 mois et maximale de 12 mois.

### FAITS

Le Service Civique est exercé exclusivement par des organismes à but non lucratif ou publics qui en font la demande : associations, fondations, collectivités territoriales, établissements publics, administrations, syndicats, entreprises socialement responsables, etc.

Le Service Civique est une rencontre entre le désir d'engagement d'un jeune et un projet d'intérêt général proposé par un organisme d'accueil. Cette expérience unique est basée sur la réciprocité et l'échange. Il n'y a pas de lien hiérarchique entre l'organisation et le bénévole, mais une volonté partagée de servir les autres par des actions concrètes. L'accueil d'un jeune volontaire en Service Civique est réservé aux organismes engagés dans l'intérêt général et bénéficiant d'une accréditation.

Les agréments peuvent être collectifs pour couvrir tous les établissements ou les membres d'organisations comportant des établissements secondaires, ou encore les syndicats et fédérations d'associations. Les organismes agréés peuvent également mettre un volontaire à la disposition d'organismes non agréés, à condition que ces derniers remplissent les conditions d'agrément.

Les volontaires doivent être déployés sur des missions utiles à la société, contribuant à répondre aux besoins de la population et des territoires. Le service civique doit être un moyen pour les volontaires de s'initier à la citoyenneté et au développement personnel.

### 1 Profils des candidats

L'engagement Service Civique mobilise les jeunes de 16 à 25 ans (30 ans en situation de handicap) et crée un environnement propice à la collaboration entre jeunes, offrant ainsi une expérience humaine exceptionnelle. Devenir bénévole repose sur la motivation et le savoir-être. L'un des objectifs clés du Service Civique est de favoriser la mixité sociale, que ce soit en termes de niveaux de formation, de genre ou d'origine sociale.

### 2 Parties prenantes

Le Service Civique est assuré exclusivement par des organismes à but non lucratif ou publics (associations, collectivités territoriales, administrations, syndicats). C'est une rencontre entre la volonté d'engagement du jeune et un projet d'intérêt général proposé par un organisme d'accueil.

- Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse
- Agence nationale française : supervision et mise en œuvre du Service Civique en France.
- Organisations publiques/à but non lucratif
- Coordonnateurs
- Bénévoles

### 3 Les domaines d'intervention et durée de la mission :

Il ne s'agit pas d'un stage, d'un travail bénévole ou même d'un emploi salarié, c'est un engagement volontaire pour une durée de 6 à 12 mois.

#### Différents domaines que les organisations peuvent proposer :

- Solidarité
- Santé
- Culture et loisirs
- L'éducation pour tous
- Sport
- Environnement
- Mémoire et citoyenneté
- Développement international et action humanitaire
- Réponse aux situations d'urgence
- Citoyenneté européenne

## 4

### Gestion du projet :

- Les missions confiées au volontaire ne doivent pas avoir été réalisées par un salarié de l'organisme d'accueil **moins d'un an** avant la signature du contrat de Service Civique. Le Service Civique est une **relation de coordination** et non de subordination.
- Pour inciter les jeunes à s'impliquer citoyennement, le Service Civique bénéficie d'un statut particulier, inscrit dans le Code du Service National, et fondé sur trois principes fondateurs : la diversité, l'accessibilité et la non-substitution. Le Code du travail ne s'applique donc pas aux volontaires du service civique. Les tâches confiées au volontaire ne doivent pas avoir été réalisées par un salarié ou un fonctionnaire de l'organisme d'accueil moins d'un an avant la signature du contrat de service civique.
- En tant qu'engagement volontaire et réciproque, le Service Civique est une relation de coordination et non une relation de subordination : il ne doit en aucun cas être nécessaire à l'organisme d'accueil pour réaliser sa mission, mais doit être au service de ses bénéficiaires. En conséquence, il ne peut se substituer aux tâches exercées par les salariés, agents, stagiaires ou bénévoles de l'organisation et exclut toute relation de subordination entre le bénévole et l'organisme d'accueil.
- Le statut de volontaire du Service Civique donne droit à une allocation versée par l'État et à une aide complémentaire, en nature ou en espèces, versée par l'organisme d'accueil, pour un montant minimum de **609,96 € par mois**, à un droit aux vacances et à une protection sociale complète, financé par l'État.
- Elle permet également aux jeunes volontaires de bénéficier des **avantages** liés à la carte de volontariat (aide au départ en vacances, offres privilégiées sur l'assurance habitation, complémentaire santé, pass culture, pass transports, etc.).
- Les secteurs prioritaires pour la nation englobent : *solidarité, santé, culture et loisirs, éducation pour tous, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, ainsi que citoyenneté européenne d'urgence.*
- Chaque bénévole reçoit une **Formation Civique et Citoyenne** (FCC). Son premier volet pratique visait à démocratiser la maîtrise des gestes des premiers secours en dispensant une formation « Premiers Secours Niveau 1 ». Une deuxième partie théorique permettant aux participants de choisir un sujet de discussion parmi les 34 propositions répertoriées dans le cadre de référence des thématiques citoyennes, de l'explorer individuellement et collectivement, et d'échanger sur les valeurs qui y sont associées et leur traduction en actions concrètes. Les 2 volets du FCC sont obligatoires pour obtenir l'attestation de Service Civique délivrée par l'Etat en fin de mission.

ÉTAT FRANÇAIS	COÛT PAR JEUNE	ORGANISME D'HÉBERGEMENT	COÛT PAR JEUNE
Allocation mensuelle	496,94 € /mois	Allocation de subsistance	113,02 €/mois en espèces ou en nature (chèque restaurant, titre de transport...)
Cotisations sociales et retraite	250 € /mois	Formation et tutorat des jeunes	Coûts RH et logistiques
Tutorat du jeune (payé à l'organisation d'accueil)	100 € /mois	Accompagnement en insertion professionnelle	Coûts RH et logistiques
Formation civique et citoyenne (payée à l'organisme d'accueil)	100€ pour toute la mission		
<b>Coût total pour 8 mois (durée moyenne du Service Civique en France)</b>	<b>Environ 6.800€/jeune</b>		

L'État finance l'allocation mensuelle ainsi que les cotisations de sécurité sociale et de retraite. Par l'intermédiaire de l'**Agence du Service Civique**, elle soutient également le tutorat et la formation obligatoire des jeunes dispensés par les organisations.

Les organisations d'accueil fournissent une indemnisation aux volontaires, soit en espèces, soit en nature. Ils peuvent par ailleurs décider de payer davantage les volontaires. Toutefois, l'indemnité étant assimilée à une dépense professionnelle non soumise à cotisations, toute augmentation du montant doit être conforme à la réglementation sur les frais professionnels lorsque le paiement est effectué par transfert financier. Si l'apport en nature dépasse 107,58 €, la totalité de l'indemnité de subsistance est requalifiée en rémunération et soumise à cotisations.

En parallèle, les organismes d'accueil reçoivent une aide de l'État de 100 € par jeune et par mois en lien avec le tutorat qu'ils assurent aux volontaires.

Au total, un volontaire du Service Civique perçoit 609,96 € net par mois, dont 80 % sont pris en charge par l'État français.

## 6

### Formation et suivi

Par ailleurs, il existe également de grands programmes nationaux, qui rassemblent différents acteurs autour d'une cause commune, comme le décrochage scolaire, les droits des femmes ou le soutien aux personnes handicapées ou personnes âgées. Le cadre du service civique reste le même, mais le rassemblement autour de ces missions prioritaires permet de débloquer des soutiens supplémentaires pour aider l'État à répondre aux priorités nationales.

Unis-Cité est le modèle phare de plusieurs de ces programmes nationaux.

Au-delà de l'action quotidienne au service d'autrui et de l'intérêt général, le Service Civique est l'occasion d'explorer les enjeux de la citoyenneté.

Chaque volontaire bénéficie d'une formation civique et citoyenne (FCC) et d'un encadrement tout au long de sa mission. Le FCC se compose de 2 parties :

un volet pratique visant à démocratiser la maîtrise des procédures et gestes de premiers secours à travers la dispense d'une formation « Premiers Secours Niveau 1 » ;

un volet théorique permettant aux participants de choisir un sujet de discussion parmi les 34 propositions répertoriées dans le cadre de référence des thématiques citoyennes, de l'explorer individuellement et collectivement, et d'échanger sur les valeurs qui y sont associées et leur traduction en actions concrètes.

Les deux parties du FCC sont obligatoires pour obtenir l'attestation de Service Civique délivrée par le gouvernement à la fin de la mission.

## Vérification des critères d'éligibilité

- **Respect** de l'intérêt général.
- A but **non lucratif** : Seules ces organisations et personnes morales de droit public sont habilitées à accueillir des bénévoles. Sont exclues les associations religieuses ou politiques, les congrégations, les fondations ou les comités d'entreprise.
- **Respect des lois** et réglementations en vigueur.
- **Respect des principes et valeurs** du Service Civique (8 principes fondamentaux du Service Civique – genre, diversité, accessibilité).

## Obtention de l'accréditation

L'agrément identifie les **organismes habilités** à proposer des missions de Service Civique, précisant le nombre de volontaires qu'ils peuvent accueillir et permettant à l'État de prendre en charge leur allocation mensuelle et leur protection sociale. Les organisations bénéficiaires doivent adhérer aux **principes fondamentaux du service civique**, offrir un encadrement et une formation civique aux bénévoles et rendre compte chaque année de la mise en œuvre du programme. Les organisations peuvent demander une accréditation individuelle, une approbation collective ou d'opter pour l'intermédiation par le biais d'une organisation déjà agréée pour travailler avec de jeunes volontaires.

Une fois approuvées, les organisations doivent développer des **plans de mission clairs et adaptables**, alignés sur les 10 domaines du service civique. Les missions doivent être d'intérêt général, épanouissantes, complémentaires aux personnels existants, et ouvertes à toutes personnes motivées sans prérequis en termes de formation ou d'expérience. Le Service Civique promeut la mixité sociale et encourage les partenariats avec des organismes spécialisés pour accompagner les jeunes en situation de handicap.

## Publier des offres de missions

Les organismes d'accueil doivent publier leurs offres de missions sur le site Internet de l'Agence du Service Civique, en précisant chaque mission, les compétences recherchées et les conditions d'engagement.

## Sélection des bénévoles

Une fois les offres de missions publiées, l'organisme peut recevoir les candidatures de jeunes intéressés par le Service Civique. L'organisme est responsable de la sélection des bénévoles selon ses propres critères spécifiques. Cela peut impliquer des entretiens, des échanges ou d'autres méthodes d'évaluation.

## Soutien aux bénévoles

Le tuteur du ou des volontaires doit être membre de l'organisme d'accueil. Il suit une formation standard gratuite (délivrée par des organismes experts mandatés par l'Agence nationale) pour assumer cette fonction. Il doit organiser les activités quotidiennes et écouter les idées, les questions et parfois les difficultés des jeunes. Il doit notamment aider le(s) volontaire(s) à préparer l'avenir (post Service Civique). Il suit les projets confiés au bénévole, ajuste la mission au fur et à mesure de son avancement et aide le bénévole à prendre des initiatives. Il fixe le cadre de la mission et rappelle au volontaire le règlement intérieur.

Le tuteur élargit également l'état d'esprit du bénévole en favorisant les échanges entre différentes cultures, générations et situations sociales.

En cas de difficultés, le volontaire peut se faire assister par le conseiller départemental du Service Civique et l'Agence du Service Civique, qui supervise le dispositif au niveau national.

## Critères d'éligibilité

Pour qu'un jeune puisse effectuer une expérience de service civique, il doit être éligible en remplissant certaines conditions (déjà détaillées ci-dessus) telles que : Être âgé entre 16 et 25 ans (ou jusqu'à 30 ans en cas de handicap). Etre de nationalité française, ressortissant de l'Espace Economique Européen ou disposant d'un titre de séjour légal en France. Aucune qualification ni expérience professionnelle n'est requise.

## Personnes handicapées

Pour rendre le Service Civique encore plus accessible, l'âge maximum des jeunes volontaires handicapés a été relevé à 30 ans. L'accès au Service Civique des jeunes en situation de handicap est l'une des priorités de l'Agence du Service Civique depuis sa création. J'entre dans ce domaine si je suis bénéficiaire de l'un ou l'autre :

- PCH (prestation de compensation du handicap)
- AEEH (allocation d'éducation de l'enfant handicapé)
- un projet éducatif personnalisé
- un RQTH (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)
- AAH (allocation pour adultes handicapés)
- une déclaration à la MDPH (Maison Départementale pour les Personnes Handicapées)
- un degré de handicap
- une pension d'invalidité

Les missions peuvent être adaptées pour répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées. Cela peut impliquer des ajustements sur les tâches assignées, les horaires de travail, les outils ou technologies utilisés, etc.

## Trouver la bonne mission

Pour trouver une mission qui leur convient, les jeunes doivent se rendre sur le site officiel du Service Civique ([www.service-civique.gouv.fr](http://www.service-civique.gouv.fr)) pour consulter les offres de missions publiées en continu par les organismes d'accueil tout au long de l'année. Ils peuvent s'inscrire directement sur le site et créer un compte pour être alerté lorsque de nouvelles offres de missions sont publiées. Cela leur permet de rester informés des opportunités correspondant à leurs critères de recherche.

## Postuler

Dès qu'ils ont choisi une mission, les jeunes doivent postuler en ligne : toutes les instructions nécessaires sont fournies dans l'annonce. Une fois qu'ils ont trouvé une mission qui les intéresse, ils peuvent postuler en ligne en suivant les instructions fournies dans l'annonce. S'ils ne l'ont pas déjà fait, les jeunes devront créer un compte sur la plateforme Service Civique et remplir le formulaire de candidature. Il leur sera également demandé de joindre leur CV et une lettre de motivation.

## Entretien et sélection

Suite à l'acceptation de la candidature, le jeune sera probablement convié à un entretien avec l'organisme d'accueil. C'est une opportunité pour échanger sur leurs motivations, attentes, et compétences. L'organisation évaluera ainsi l'adéquation avec la mission proposée.

## Signature d'un accord

Une fois sélectionné, le jeune doit signer une convention de service civique avec l'organisme d'accueil. Cette convention précise les modalités de l'engagement, la durée de la mission, les horaires de travail ainsi que les droits et obligations des deux parties.

## Formation civique et citoyenne

Avant de commencer le bénévolat, les jeunes suivront une formation civique et citoyenne obligatoire pour les aider à mieux comprendre les enjeux de l'engagement citoyen et à se familiariser avec leurs droits et devoirs en tant que bénévoles. Le jeune commencera alors sa mission.

## D. DIVERSITÉ, ENGAGEMENT COLLECTIF (ÉQUIPES), FORMATION INTENSIVE

Les expérimentations et recommandations d'Unis-Cité ont inspiré la loi « Service Civique » de 2010.

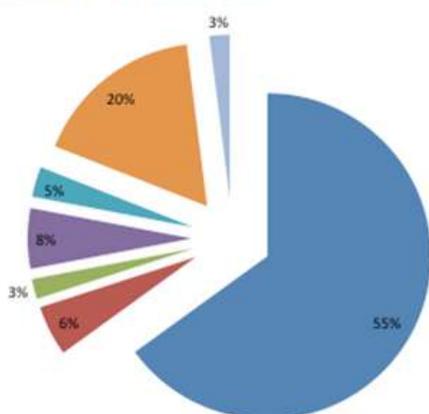
Cependant, Unis-Cité a maintenu un modèle spécifique de Service Civique : le modèle s'appuie sur un engagement exclusivement collectif mêlant des jeunes d'horizons très divers, et sur une forte composante d'accompagnement de la jeunesse notamment les JAMO.

Les collaborateurs d'Unis-Cité composent des équipes d'une vingtaine de jeunes volontaires qui réalisent ensemble la même mission au cours de leur service. La composition des équipes assure la diversité : jeunes hommes et femmes, bénévoles diplômés et décrocheurs, jeunes urbains, périurbains et issus des quartiers prioritaires, jeunes handicapés, jeunes réfugiés.

Par ailleurs, Unis-Cité apporte un soutien étroit et fort aux volontaires pendant leur service au sein de l'organisation. L'accompagnement est adapté au profil et aux besoins spécifiques de chaque jeune bénévole. Il vise à les aider à clarifier leurs projets et motivations, à identifier leurs propres compétences, à évaluer leur progression personnelle au cours du service civique, à se présenter, à mieux connaître les domaines professionnels et le secteur de l'emploi, à apprendre à communiquer efficacement sur leur expérience, etc. Le volet accompagnement du service civique d'Unis-Cité se compose de démarches à la fois collectives et individuelles.

L'évaluation régulière a prouvé l'impact positif d'un tel modèle sur la cohésion, les compétences générales telles que la capacité à travailler en équipe et sur le projet éducatif ou professionnel des volontaires.

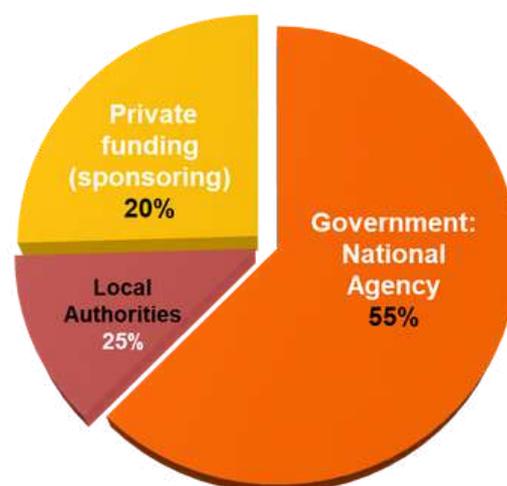
**Cost of a volunteer for an 8 months program = 11 000 €**



- Allocation + sécurité sociale + nourriture pour les volontaires
- Encadrement et tutorat des bénévoles
- Gestion et suivi de projets nationaux
- Logistique et événements
- Formations et accompagnement sur le prof. l'intégration
- Recruter des volontaires en service civique
- Frais d'administration et de gestion

**Le modèle économique de l'ONG**

**Funding sources (2023)**



UnisCité

## A. CONTEXTE HISTORIQUE

- Le Service civique italien, officiellement créé en 2001 par la loi n° 64, permet aux jeunes âgés de 18 à 28 ans de suivre une formation sociale, culturelle et civique à travers des expériences de solidarité, de coopération nationale et internationale et de préservation du patrimoine national.
- L'article 9 de la même loi permet aux volontaires de travailler à l'étranger dans le cadre d'initiatives de l'Union européenne, ainsi que dans des structures de maintien de la paix et de coopération approuvées par l'UE ou par des organismes internationaux impliquant l'Italie.
- Il convient de mentionner que la création du Service Civique National en Italie n'a pas été attribuée uniquement à une seule loi ; il s'agit plutôt du résultat de nombreuses années d'initiatives individuelles et collectives visant à lutter contre le service militaire obligatoire, avec un tournant important survenu en 1972.

### Les grandes étapes conduisant à l'idée d'un Service Civique National

1972

Le gouvernement italien a approuvé une loi intitulée « Normes et règles sur l'objection de conscience », garantissant aux individus le droit de s'opposer au service militaire sur la base de convictions morales, religieuses et philosophiques. Le service civique est ainsi institué comme alternative obligatoire au service militaire. Cependant, ceux qui choisissaient le service civique devaient effectuer 8 mois supplémentaires par rapport au service militaire.

1989

La Cour constitutionnelle s'est prononcée en faveur de l'égalisation de la durée des deux services, militaire et civique, ce qui a entraîné une augmentation significative du nombre de candidats au service civique. Leur nombre est passé de 16 000 en 1990 à 30 000 en 1994, pour finalement atteindre 70 000 en 1998.

1998

Le Conseil national du service civique a été créé en tant qu'organe permanent de consultation et de référence de l'Office national du service civique, qui relevait auparavant du ministère de la Défense. Les financements et les ressources alloués au Service Civique ont été confiés à la Présidence du Conseil des Ministres – Office National de la Fonction Publique. Ce changement de ministère a permis d'éviter les conflits d'intérêts.

2000

Enfin, une loi intitulée « Norme pour l'instauration du service militaire professionnel » a été adoptée pour suspendre le service militaire obligatoire, initialement fixé au 1er janvier 2007, puis avancé au 1er janvier 2005. Cette mesure a eu un impact sur l'attractivité du service civique en tant que service militaire professionnel en tant qu'option alternative.

## De 2001 à nos jours : le chemin de « National » à « Universel »

- Un changement très important a été amorcé en 2015, lorsque la Cour constitutionnelle a déclaré l'illégitimité constitutionnelle de l'exigence de citoyenneté italienne qui était jusqu'alors un critère d'admission au Service Civique National. En conséquence, le Département de la Jeunesse et du Service Civique National a supprimé ce critère et l'a déclaré contraire à la législation européenne. Le programme est depuis ouvert aux candidatures des étrangers résidant légalement en Italie.
- 2017 est l'année où le Service Civique National est devenu le Service Civique Universel – ou *Servizio Civile Universale* (SCU) en italien. Il s'agit d'une étape fondamentale de l'important processus de réforme entrepris par le programme. L'année suivante, 1,236 volontaires ont participé à 151 projets « expérimentaux », qui comprenaient des mesures supplémentaires destinées à encourager la participation des jeunes moins favorisés. L'élément clé de l'expérimentation était la possibilité d'effectuer un stage à l'étranger, dans l'un des pays de l'Union Européenne, d'une durée maximale de trois mois. Alternativement, les jeunes volontaires pouvaient également opter pour des séances de mentorat pendant la même période, visant à faciliter leur intégration sur le marché du travail.



## B. OBJECTIF, FAITS ET CHIFFRES

### Le Service Civique Universel : pour quoi faire ?

- La possibilité pour les jeunes de consacrer quelques mois de leur vie à la promotion des valeurs fondatrices de la République italienne, comme l'éducation, la paix entre les peuples, la défense non armée et non violente.
- Double opportunité : Pour leur formation professionnelle et leur développement personnel, qui sont des ressources essentielles et vitales pour le progrès culturel, social et économique du pays.
- Double bénéfice : Impliquer les jeunes dans ce service civique universel est bénéfique pour les jeunes eux-mêmes, ainsi que pour les communautés et le territoire où se déroule le service.

### Une nouvelle forme de volontariat...

...Avec un statut particulier dédié à l'engagement durable des jeunes auprès d'organisations à but non lucratif

#### **Pour les organisations :**

- > Apporter une énergie nouvelle et jeune à leurs équipes pour améliorer les actions sur le terrain
- > Changer leur manière de faire en adoptant des actions nouvelles et innovantes (le jeune ne peut pas remplacer un simple salarié ou bénévole).

### Avantages

- Ces innovations sont particulièrement bien perçues par les bénéficiaires des actions des organisations, mais aussi par leurs salariés ou autres bénévoles. Au-delà de l'amélioration productive, c'est aussi une question de transmission de savoir et de passion.
- L'activité de tutorat, toujours impliquée lors de l'accueil de volontaires du Service Civique, permet d'enseigner des compétences ou des savoir-faire spécifiques ainsi que de partager l'histoire et les valeurs d'une organisation. Ainsi, les jeunes générations peuvent devenir les gardiennes de ces valeurs et les faire progresser dans leur vie quotidienne.

### Aller à l'étranger...

- La possibilité pour les jeunes de participer à des activités liées à la coopération internationale, aux missions humanitaires, à l'assistance aux Italiens à l'étranger, mais aussi aux missions de paix, d'assistance et de reconstruction des conflits et des calamités, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde.
- Une opportunité unique d'enrichissement personnel et professionnel et un instrument particulièrement efficace pour diffuser la culture de la solidarité et de la paix entre les peuples.

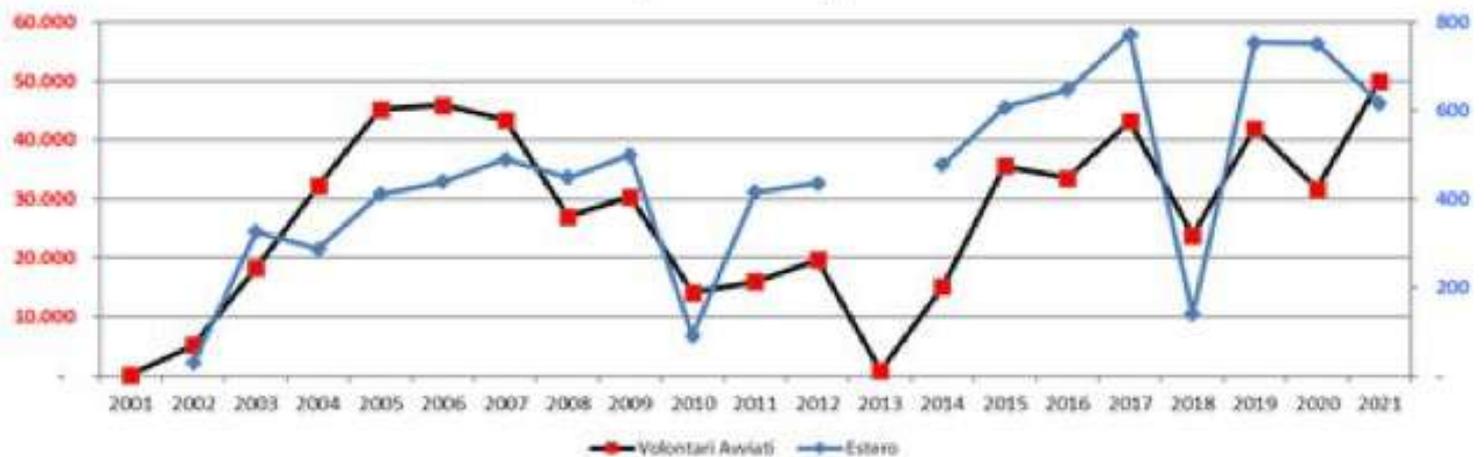
## B. OBJECTIF, FAITS ET CHIFFRES

### Chiffres clés en Italie

- Nombre de places disponibles et candidats

*Le nombre total d'opérateurs en service de 2001 à 2021 s'élève à 523.404 jeunes.*

Volontari avviati al servizio dal 2001 al 2021  
(Totale 573.388)



- 2021 : 49 984 volontaires participant à la fonction publique universelle  
= 49 367 en Italie + 617 à l'étranger.
- Décembre 2021 : 56 205 places initialement proposées par l'appel aux opérateurs du Service Civique Universel
- Janvier 2022 : 8 481 places ajoutées  
= 64 686 places en Italie et à l'étranger : C'est un nombre de places disponibles sans précédent !

-> 112 008 jeunes ont postulé, soit 1,7 demande pour chaque place disponible.

-> C'est une preuve concrète que le Service Civique est encore une expérience qui parvient à impliquer des dizaines de milliers de jeunes dans une forme unique d'engagement avec les valeurs républicaines.

- 20 septembre 2022 : la Direction des Politiques de Jeunesse et du Service Civique Universel a annoncé que le nombre d'opérateurs participant au Service Civique Universel atteignait un total de 45 582 acteurs.

*Cela marque le succès de l'objectif M5C1-16-ITA 1, qui s'engageait à impliquer 40 000 opérateurs volontaires lors du premier cycle du PNRR".*

- Entités et secteurs d'emploi du Service Civique Universel Juin 2021 :

Un nouveau décret intitulé « Normes et exigences pour l'inscription au Registre des entités du service civique universel » a été publié : L'objectif est de simplifier et de numériser la procédure d'accréditation du Registre du service civique universel.

=> Les entités peuvent désormais procéder au dépôt de la candidature exclusivement en ligne via un parcours guidé, pour garantir une compilation complète et correcte.

- **Au cours de l'année 2021 : environ 380 entités enregistrées, 12 204 entités d'hébergement et 51 628 sites ont été répertoriés dans le nouveau registre.**

Il s'agit de la répartition des jeunes volontaires du Service Civique Universel dans les différents secteurs d'emploi. Les chiffres disponibles montrent qu'au cours de l'année 2021, les opérateurs ont réalisé des projets dans les domaines suivants :

- Assistance aux personnes dans le besoin :

=> 47,22% des opérateurs

- Éducation et promotion de la culture, durabilité environnementale et tourisme :

=> 31,93% des opérateurs

- Patrimoine historique, artistique et culturel :

=>13,20% des opérateurs

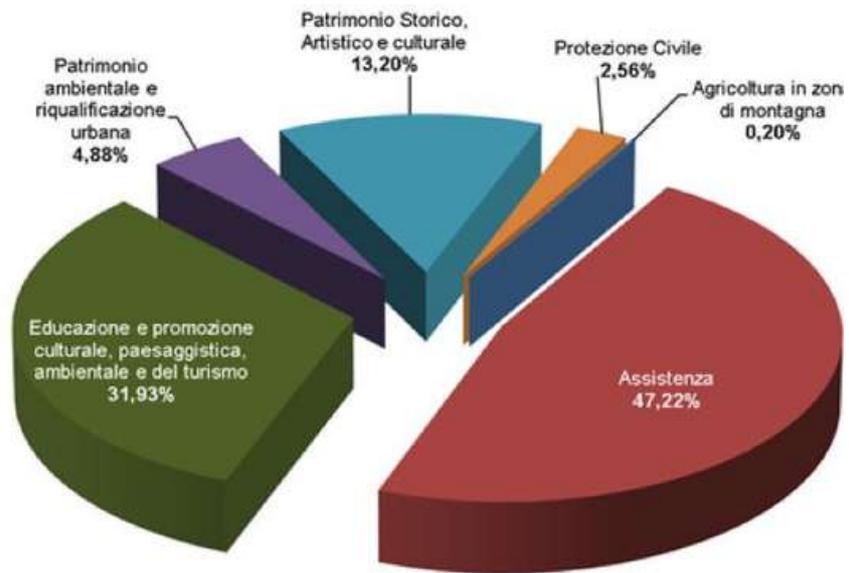
- Patrimoine naturel et régénération urbaine :

=>4,88% des opérateurs

- Protection civile : 2,56% des opérateurs

- Agriculture en zone de montagne : 0,2% des opérateurs

Ces chiffres montrent la dimension importante des projets sociaux, culturels et éducatifs dans le programme du Service Civique Universel.



- Dimension internationale du Service Civique Universel

Comme établi initialement par l'arrêt de la Cour Constitutionnelle, puis transposé dans le décret législatif 40/2017 réglementant le Service Civique Universel, la citoyenneté italienne ne constitue plus une condition d'admission au programme du Service Civique Universel. Après un long voyage, l'application a été étendue aux :

- citoyens d'autres pays de l'Union européenne ;
- citoyens non communautaires résidant légalement en Italie.

En 2021, le pourcentage d'opérateurs étrangers originaires de l'UE était de 24,31 % ; tandis que ceux d'origine non communautaire étaient de 75,69%.

Ces chiffres démontrent le développement d'une dimension internationale concrète dans le Service Civique Universel, soulignant la capacité du programme à contribuer à l'inclusion des jeunes provenant de différents pays.

## Mesurer l'impact du Service Civique Universel aujourd'hui

Dans le passé, les effets du service civique sur le développement des « compétences générales » et sur les changements d'attitudes et de pratiques de citoyenneté ont été évalués, notamment à l'étranger.

Les études prenaient cependant mal en compte les impacts positifs « **imprévus** » de ce type d'engagement ; les impacts indirects jusqu'ici négligés, même si la relation entre les compétences transversales, le capital social et les retombées sur l'emploi étaient connues.

En général, la période est caractérisée par de fortes incertitudes pour les jeunes, un manque de perspectives, des taux élevés de NEET et une faible "participation citoyenne" qui ont besoin d'idées et de nouvelles suggestions pour concevoir des mesures capables de réduire efficacement le profond fossé et opportunités entre générations et entre macro-régions.

Il existe en effet une synergie possible entre les SCN fondés sur les valeurs de solidarité et de citoyenneté et l'intérêt des jeunes à s'épanouir en tant que citoyens et individus.

Les lecteurs vers lesquels nous nous tournons sont tous des acteurs aux rôles divers, les décideurs engagés dans la refonte de la mesure du SCN, les gestionnaires et opérateurs du mouvement coopératif et du tiers secteur traitant des SCN, des politiques de jeunesse et des politiques actives du travail, des pratiques de citoyenneté active, de l'économie sociale et de la promotion du développement humain et économique.

## C. GUIDE - LE SERVICE CIVIQUE ITALIEN

### 1

#### Profils des candidats

- Être âgé entre 18 et 28 ans.
- Posséder la citoyenneté d'un pays de l'Union européenne ou démontrer qu'il réside légalement en Italie pour les citoyens non européens.
- Ne pas appartenir aux forces militaires.
- Ne pas avoir de condamnations pénales majeures.
- Ne pas avoir déjà effectué plus de 9 mois de service civique.
- Des exigences spécifiques peuvent être nécessaires pour certains projets en plus de celles déjà décrites.

### 2

#### Parties prenantes

- Les jeunes participants : des jeunes qui décident de consacrer une période de leur vie à leur communauté et aux autres en réalisant des activités de service communautaire dans le domaine d'intervention choisi.
- Institutions : entités publiques ou privées à but non lucratif inscrites au registre du service civique (Albo SCU) et promoteurs de projets de service civique.
- La collectivité : bénéficiaire du développement des projets de service civique.
- L'État : à travers le Département de la Politique de Jeunesse et les bureaux de la Service Civique Universel, les régions et les provinces autonomes qui gèrent l'ensemble du système.

### 3

## La durée et les domaines du SCU :

- Entre 8 et 10 mois (selon le projet)
- En Italie ou à l'étranger, dans l'Union européenne ou dans d'autres pays

### Différents domaines que les organisations peuvent

#### proposer :

- assistance
- protection civile
- patrimoine environnemental et réaménagement urbain
- patrimoine historique, artistique et culturel
- éducation et promotion de la culture, du paysage, de l'environnement, du sport, de la durabilité et du tourisme
- agriculture en montagne, agriculture sociale et biodiversité
- promotion de la paix entre les peuples, de la non-violence et de la défense non armée ; promotion et protection des droits de l'homme; coopération pour le développement; promotion de la culture italienne à l'étranger/soutien aux communautés d'Italiens à l'étranger

Il existe actuellement 22 programmes de Service Civique environnementale (= 54 projets pour 441 postes), 88 programmes de fonction publique numérique (= 212 projets pour 2 160 postes) et un programme autofinancé par la ville de Latina (pour 12 participants).

### 4

## Gestion du projet :

- Pas moins de 25 heures par semaine ou un total de 1 145 heures pendant 12 mois
- Formation: les participants aux projets de service civique ont droit à une formation générale et spécifique : la formation générale repose sur la connaissance des principes qui sous-tendent le service communautaire universel ; une formation spécifique est inhérente à la particularité du projet. La durée totale de la formation générale et spécifique ne peut être inférieure à 80 heures
- Certificat de participation
- Allocation mensuelle d'environ 440 euros

#### Permis d'absence:

- Flexible: au prorata de la durée de service (20 jours pour 12 mois)
- Extraordinaire : pour des circonstances particulières comme la participation à des examens universitaires, don de sang...
- Possibilité pour certains projets parmi ceux basés en Italie ou à l'étranger d'une période de mentorat (de 1, 2 ou 3 mois) pour faciliter l'entrée sur le marché du travail
- Reconnaissance et valorisation des compétences acquises
- Évaluation de l'expérience lors des concours publics de la même manière et avec la même valeur que le service dans l'Administration Publique, qui peut compter comme qualification de préférence
- Reconnaissance de service par la sécurité sociale et le système de retraite (monnayable)

## 5

### Formation et suivi

**La formation** vise à accroître l'engagement actif des jeunes dans la société et leur compréhension de l'importance de choisir et de participer au service civique. Cette expérience est considérée comme une opportunité précieuse d'apprendre et d'acquérir des connaissances spécifiques.

Deux types de formations sont proposées :

**Formation générale** : Proposée par la fonction publique, cette formation introduit la notion de service civique et ses principes directeurs, qui accompagneront les jeunes participants tout au long de leur service.

**Formation spécifique** : Réalisée par les entités où se déroule la prestation, cette formation approfondit les thématiques spécifiques pertinentes au projet. Cela comprend la définition et la fourniture d'informations, de méthodes et d'un soutien pour mener à bien les activités de service.

**Le suivi** du projet est assuré à la fois par les services de la fonction publique (sur une base mensuelle) et par le tuteur mis à disposition des jeunes participant à un projet de service civique.

Ce tuteur, appelé **OLP**, est une personne travaillant dans l'organisation dans laquelle le(s) jeune(s) participant(s) travaille(ent), qui joue un rôle d'orientation et de soutien auprès du ou des jeunes tout au long de leur expérience.

Des réunions de suivi avec l'OLP ont généralement lieu mensuellement afin de suivre ce qui se fait, le processus en cours et ce qui peut être fait ensuite pour améliorer et mieux personnaliser l'expérience de service en fonction des besoins, des compétences et des intérêts du ou des participant(s).

## 6

### Reconnaissance des compétences

**Le service civique est une expérience qui vise, entre autres, à faire acquérir aux jeunes des compétences qui pourront être utilisées dans de futurs emplois.**

- Pour atteindre cet objectif, le système de reconnaissance des compétences acquises par les jeunes dans l'expérience du service civique a été activé.
- Il s'agit d'une démarche qui vise à prouver la possession d'une ou plusieurs compétences professionnelles référées à un répertoire de compétences standardisé.
- Pour les jeunes qui souhaitent « prouver » les compétences acquises pendant le service civique, une procédure est activée pour accompagner l'élaboration d'un «Dossier Individuel de Compétence», avec des modalités spécialement conçues pour documenter l'expérience réalisée, qui peut ensuite être renforcée dans des contextes institutionnels de validation et de certification.

En tant que jeune :

- **Postulez à l'un des appels publics à projets** publiés chaque année par le Département de la politique de jeunesse et de la fonction publique universelle + **postulez au projet que vous choisissez** parmi ceux disponibles.
- La demande doit se faire en ligne via le système public national d'identité numérique appelé SPID.
- Après la clôture de l'appel ouvert, les institutions ayant reçu les candidatures contactent les participants pour planifier un entretien de sélection.
- Les candidats sont informés s'ils ont été sélectionnés ou non
- Les jeunes sélectionnés signent un contrat avec le Département de la Jeunesse Politique et du Service Civil Universel de la Présidence du Conseil des Ministres et débutent leur expérience de service civique.

En tant qu'entité

-> le **décret législatif 40/2017** « Institution et discipline du service civique universel » réglemente le Service Civique Universel (SCU)

-> Afin d'accueillir les jeunes opérateurs du Service Civique Universel, les entités doivent s'inscrire au Registre des Entités du Service Civique Universel et ensuite soumettre un programme d'intervention, en téléchargeant au moins deux projets.

-> Les règles d'inscription sont définies par la circulaire départementale du 9 mai 2018.

-> Le Registre du Service Civique Universel est géré par la Direction des Politiques de Jeunesse et du Service Civil Universel. Il est structuré en trois sections distinctes liées au niveau territorial de référence, provinces autonomes, régions, Etat.

-> Si l'entité opère dans toute l'Italie ou à l'étranger, elle sera inscrite dans la section nationale, si elle opère localement, elle sera enregistrée dans la section de la région autonome ou province respective.

Pour faire partie du Registre du Service Civique Universel, une entité doit être :

- Sans but lucratif
- Avoir la capacité organisationnelle et possibilités d'emploi en relation avec la SCU
- Correspondance entre ses objectifs institutionnels et les objectifs du SCU
- Exercer une activité continue pendant au moins trois ans dans les domaines d'intervention choisis lors de l'inscription au Registre
- Siège social en Italie
- Signature de la « Charte d'engagement éthique du service civique universel ».

**L'inscription au Registre est obligatoire pour déposer un projet de Service Civique Universel. Chaque établissement soumet son projet à la section à laquelle il est rattaché.**

# ALLEMAGNE

## A. CONTEXTE HISTORIQUE

Le service civique a débuté dans les années **1950** comme un service caritatif en faveur des jeunes femmes initié par les églises catholique et protestante. Au début des années **1960**, des organisations caritatives non religieuses ont commencé à proposer une « Freiwilliges Soziales Jahr » (année sociale volontaire) aux jeunes femmes, les agences de coordination (l'Arbeiterwohlfahrt, AWO) jouant un rôle clé dans l'organisation du service.

**1964**

la « Gesetz zur Förderung des Freiwilligen Sozialen Jahres » (Loi pour la promotion de l'année sociale volontaire) a établi un cadre juridique pour le FSJ, définissant des aspects tels que l'admission des bénévoles, les limites d'âge et le statut de bénévole. L'aspect éducatif du service volontaire a été souligné dès le début.

**1968**

les deux premiers hommes ont complété un FSJ, marquant un virage vers l'inclusivité. Plus tard, en 1993, l'Année écologique volontaire (Freiwilliges Oekologisches Jahr, FÖJ) a été introduite, ainsi que sa base juridique.

**2002**

Le FÖJ et le FSJ ont fusionné en vertu d'une nouvelle loi et, depuis 2008, ils sont réglementés par la « Gesetz zur Foerderung von Jugendfreiwilligendiensten » (loi pour la promotion des services de volontariat pour les jeunes) (JFDG).

**2011**

Le Service fédéral des volontaires (Bundesfreiwilligendienst, BFD) a été introduit comme possibilité supplémentaire pour les personnes de plus de 27 ans. Le FSJ et le BFD relèvent tous deux de la catégorie des services bénévoles destinés aux jeunes, mais le BFD est ouvert aux personnes plus âgées.

Initialement, le FSJ était principalement suivi par de jeunes femmes employées, mais le profil des participantes a évolué au fil du temps pour inclure principalement des diplômés du secondaire ou de l'université, le programme étant considéré comme un pont entre l'éducation et le travail.

L'intérêt pour le FSJ et le BFD s'est accru au fil des années, avec une augmentation significative du nombre de participants après l'introduction du BFD en 2011. Cependant, le nombre de participants a fluctué au fil du temps, influencé par des facteurs tels que le nombre de diplômés, différentes agences de coordination et le soutien des ministères d'État.

Pour les institutions, le fait d'avoir des bénévoles constitue un soutien supplémentaire important, et de nombreux bénévoles décident plus tard de poursuivre une carrière ou de poursuivre une formation dans le secteur social. Les institutions supportent souvent la majorité des coûts associés aux volontaires, ce qui fait de cet arrangement un aspect unique du paysage du service volontaire allemand par rapport aux pratiques internationales.

## B. OBJECTIF, FAITS ET CHIFFRES

### BUT

- Le service volontaire, réglementé par la loi, est destiné à être un service d'apprentissage et les volontaires reçoivent un soutien pédagogique et des conseils professionnels sur les sites de placement.
- Il s'agit de rendre un service à plein temps pour le bien commun pendant environ un an, sans intention de gagner sa vie. Les activités doivent consister principalement en une assistance pratique dans des institutions publiques à vocation sociale.
- Le service volontaire doit être neutre par rapport au marché du travail. Le bénévolat peut soutenir les salariés à temps plein, mais en aucun cas les remplacer ; aucun emploi ne doit être menacé.

### FAITS ET CHIFFRES

En 2020/21, 97 459 personnes ont participé à des services volontaires légalement réglementés. Ce chiffre inclut les services volontaires nationaux et internationaux, mais inclut également le corps européen de solidarité.

Il existe au total 18 agences de coordination, qui font également office de bureaux centraux (Zentralstellen).

Les agences de coordination qui ne sont pas des bureaux centraux, celles qui ne sont pas « nées agences », c'est-à-dire les organisations qui ont été les protagonistes du service civique national depuis ses débuts et qui l'ont effectivement introduit, doivent être affiliées à ces bureaux centraux, si elles ne sont pas elles-mêmes un bureau central.

#### Les agences « Traeger »/coordinatrices qui sont des bureaux centraux sont :

- Arbeiterwohlfahrt Bundesverband e. V. (AWO)
- Der Paritätische Gesamtverband e. V. (DPWV) • Deutsches Rotes Kreuz e. V. (DRK)
- Groupe évangélique d'agences de coordination/ evangelische Trägergruppe (Diakonie Deutschland e. V. et Arbeitsgemeinschaft der Evangelischen Jugend in Deutschland e. V. ; représenté aujourd'hui par Evangelische Freiwilligendienste gGmbH)
- Groupe catholique d'agences de coordination/ katholische Trägergruppe (Bund der Deutschen Katholischen Jugend e. V. (BDKJ) et Deutscher Caritasverband e. V. (DCV), représentés aujourd'hui par Jugendhaus Düsseldorf e.V. (JHD))
- Bundesvereinigung Kulturelle Kinder- und Jugendbildung e. V. (BKJ)
- Deutsche Sportjugend im Deutschen Olympischen Sportbund e. V. (dsj)
- Bund International e. V. (IB).
- Arbeiter-Samariter-Bund Deutschland e. V. (ASB)
- Bundesamt für Familie und zivilgesellschaftliche Aufgaben (BAFZA) • Johanniter-Unfall-Hilfe e. V. (JUH)
- Malteser Hilfsdienst e. V. (MHD)

#### Uniquement pour BFD :

- AKLHÜ e. V. - Réseaux et ateliers pour le personnel international Zusammenarbeit
- Deutsche Lebens-Rettungs-Gesellschaft e. V. (DLRG)
- Zentralwohlfahrtsstelle der Juden in Deutschland e. V. (ZWST)
- Naturschutzbund Deutschland e. V. (NABU)
- Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland e. V. (BUND)
- Allgemeiner Sportclub Göttingen von 1846 e. V.

### 1

#### Profils des candidats

Toutes les personnes de 16 ans et plus ayant terminé la scolarité obligatoire. La limite d'âge varie d'un programme à l'autre, 26, 27 et 28 ans sont des limites, mais grâce à l'introduction du BFD, le service volontaire national est possible à tout âge. Les citoyens de l'Union européenne peuvent facilement démarrer un service volontaire national allemand, les autres citoyens peuvent le faire après avoir obtenu un visa.

Jusqu'à l'âge de 25 ans, les volontaires bénéficient également du « Kindergeld » (aide gouvernementale pour les familles avec enfants jusqu'à 25 ans). Si les volontaires bénéficient de l'Arbeitslosengeld 2 (aide minimale pour les chômeurs), ils sont autorisés à effectuer un service volontaire au lieu de chercher un autre emploi et peuvent conserver leur statut d'éligible à l'Arbeitslosengeld 2. La différence entre l'argent de poche et l'indemnisation du chômage sera faite, ce qui signifie que les volontaires ne disposeront pas d'une somme d'argent supérieure à celle fixée pour l'indemnisation du chômage.

Pour les participants qui n'ont pas encore atteint l'âge de 18 ans, les dispositions de la « Jugenarbeitsschutzgesetz » (loi sur la protection de l'emploi des jeunes) (JArbSchG) doivent être prises en compte. En outre, entre les réglementations du Jugendfreiwilligendienst (§ 13 JFDG), les lois sur la santé et la sécurité au travail en vertu de la loi sur la santé et la sécurité au travail (ArbSchG) et la loi fédérale sur les vacances (BUrIG) doivent être appliquées.

### 2

#### Parties prenantes

Les autorités de l'État approuvent certaines « agences de coordination » qui répartissent ensuite les financements vers les opérateurs réels. La même autorité étatique/Landesbehoerde peut approuver les missions BFD ainsi que les missions FSJ. Toutes les agences de coordination, à l'exception de celle née avec ce statut, doivent adhérer et être rattachées à un bureau central. Les bureaux centraux organisent l'échange et la mise en réseau des membres régionaux et représentent leurs intérêts auprès du monde extérieur. Les bureaux centraux sont également importants pour les bénévoles qui ont des préoccupations d'importance suprarégionale. Au sein des offices centraux se trouvent les tutorats fédéraux. Les tutorats fédéraux sont responsables de l'assurance qualité et du développement du soutien pédagogique. Les établissements peuvent proposer simultanément des places BFD et FSJ.

- Bénévoles
- Agences de coordination/Traeger : au FSJ, responsable de l'organisation et du soutien pédagogique, le contrat est conclu avec elles.
- Autorités de l'État/Landesbehoerden : reconnaître les agences de coordination « non-nées », reconnaître les postes de bénévoles
- Bureaux centraux/ Zentralstellen avec tuteurs fédéraux/ Bundestutoraten : mise en commun des intérêts, assurance qualité et développement de l'accompagnement pédagogique. La « BaFZA » a, en plus de sa représentation de la fédération pour le BFD, également la tâche d'être l'un des nombreux bureaux centraux.
- Institutions où se déroulent les missions / organismes d'accueil : institutions publiques d'assistance sociale
- Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse/Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend et son agence de services « BaFZA » (Ministère fédéral de la Famille et des tâches de la société civile) pour le BFD

### 3

## Domaines thématiques et durée de la prestation :

### Domaines thématiques du FSJ, BFD, FOEJ :

- Institutions sociales
- Les établissements de santé (en maisons de retraite, hôpitaux, etc.)
- Institutions d'accueil de l'enfance et de la jeunesse
- Établissements d'enseignement (écoles)
- Établissements d'enseignement extrascolaire et d'animation jeunesse
- Institutions de préservation culturelle et historique
- Institutions sportives
- Institutions de protection civile et de contrôle des catastrophes
- Les établissements d'enseignement pour la durabilité
- Institutions pour la conservation de la nature et la protection de l'environnement

### Durée des prestations :

Depuis 2019, il est également possible pour les jeunes volontaires d'effectuer un service volontaire à temps partiel, c'est-à-dire au moins 20 heures par semaine, s'ils ont des raisons particulières.

Le service peut être effectué exceptionnellement jusqu'à une durée de 24 mois si cela est justifié dans le cadre d'un concept pédagogique particulier.

La durée du travail peut théoriquement varier d'une mission à l'autre, mais elle est limitée par la réglementation horaire hebdomadaire convenue dans les tarifs publics, dans laquelle elle peut atteindre un maximum de 39 heures.

Les agences de coordination déterminent la date de début, mais c'est généralement le 1er septembre et la date de fin est généralement le 31 août.

## 4

### Gestion du projet :

Les établissements versent souvent une certaine somme aux agences de coordination pour l'organisation et le soutien pédagogique.

Le « Jugendfreiwilligendienst » travaille sur la base du « Traegerprinzip », les agences de coordination sont très importantes dans le triangle administratif en place.

Les agences de coordination reçoivent du ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse un montant de 200 euros par volontaire et par mois pour le soutien pédagogique. Les agences de coordination doivent ajouter elles-mêmes 10 pour cent. Dans le cas des jeunes ayant moins de possibilités, une agence coordinatrice peut recevoir une somme supplémentaire de 100 euros par jeune. Certains États fédérés versent un montant supplémentaire aux agences de coordination, par ex. en Hesse 50 euros par participant pour le soutien pédagogique et les frais de fonctionnement.

Les organisations d'accueil paient l'argent de poche, les vêtements de travail, l'assurance et, dans certains cas, le logement et la nourriture.

Le FSJ/FÖJ se déroule dans un triangle entre les organisations d'accueil, les agences de coordination et les bénévoles. Les agences de coordination concluent les contrats avec les volontaires et sont responsables du soutien pédagogique.

Au sein du BFD, une agence de coordination peut être impliquée, mais ce n'est pas obligatoire. Cependant, chaque mission et place du volontariat doit être reconnue par le gouvernement fédéral, l'Office fédéral des tâches familiales et de la société civile (BAFzA).

Le contrat est conclu entre le volontaire et la Confédération.

Les agences de coordination reçoivent de l'autorité de service du domaine d'activité "BaFzA" (ministère fédéral de la Famille et des Tâches de la société civile) du ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse 158 euros pour le soutien pédagogique (plus 100 euros en cas de des jeunes ayant moins d'opportunités), 300 euros pour l'argent de poche et les assurances sociales (400 euros si les volontaires ont 25 à 26 ans) ainsi que le remboursement unique des frais de déplacement pour le déplacement des volontaires au séminaire de politique éducation.

Les effets pour les volontaires sont les mêmes, qu'ils soient dans le programme du BFD ou dans le programme du FSJ/FÖJ.

Ils reçoivent le même montant d'argent de poche, un maximum de 426 euros, une assurance et éventuellement un logement et une alimentation. Le montant exact et ce qui est fourni peuvent toujours varier en fonction de l'organisation hôte et de l'agence de coordination.

## 5

## Cadre financier

ÉLÉMENT DE COÛT	COÛT
Argent de poche plus supplément pour l'hébergement et les repas	405,00 euros
Cotisation de l'employeur aux assurances sociales	160,00 euros
Frais d'administration respectivement compensation d'un manque de ressources pour le soutien pédagogique	220 euros
Cotisation respectivement remboursement pour soutien pédagogique (état)	135 euros
Coût total Mensuel	920 euros

Tiré de Huth, S. (2022). *Freiwilligendienste in Allemagne. Stand et perspective*. Fondation Bertelsmann, p. 13.

Un volontaire coûte au total environ 950 euros par mois, on estime le coût à environ 1 100 euros pour un volontaire à l'étranger. À l'aide de statistiques sur la participation des femmes et des hommes au service volontaire (1), il apparaît que tant au FSJ qu'au BFD, les femmes sont nettement plus nombreuses à participer, variant d'un État fédéral à l'autre, en partie environ la moitié de plus, en partie en la relation deux tiers un tiers, qui concerne les jeunes adultes. Cependant, dans la tranche d'âge de 50 ans et plus, un nombre significativement plus élevé d'hommes que de femmes sont actifs. Cependant, dans certains Länder, comme en Saxe-Anhalt, dans le Brandebourg et en Thuringe, il n'y a qu'une légère différence entre la participation des hommes et des femmes, même dans la tranche d'âge la plus jeune, le nombre de participants masculins atteignant presque celui des femmes.

(1) [https://www.bundesfreiwilligendienst.de/fileadmin/de.bundesfreiwilligendienst/content.de/Service\\_Menue\\_Kopf/Presse/Statistike/BFD\\_Statistik\\_11\\_2021.pdf](https://www.bundesfreiwilligendienst.de/fileadmin/de.bundesfreiwilligendienst/content.de/Service_Menue_Kopf/Presse/Statistike/BFD_Statistik_11_2021.pdf)  
[https://de.wikipedia.org/wiki/Freiwilliges\\_soziales\\_Jahr#Bildungstage](https://de.wikipedia.org/wiki/Freiwilliges_soziales_Jahr#Bildungstage)

## 6

## Formation et suivi

L'accompagnement pédagogique est défini par la loi : « L'accompagnement pédagogique est assuré par un bureau central d'un prestataire de services bénévoles pour la jeunesse agréé selon le § 10 dans le but de transmettre des compétences sociales, culturelles et interculturelles et de renforcer le sens des responsabilités pour le bien commun. » (§ 3 S. 2 JFDG).

Afin d'assurer un accompagnement pédagogique, l'agence coordinatrice doit mettre en place un point central avec du personnel pédagogique ou socio-pédagogique formé, 1 membre du personnel pédagogique à temps plein pour 40 bénévoles doit être mis à disposition.

25 journées pédagogiques réparties en 5 séminaires d'une semaine sont imposées par la loi. Ils sont organisés par les agences coordinatrices. Au BFD, le séminaire « Éducation politique » est organisé parmi les 5 séminaires de l'Office fédéral des tâches familiales et de la société civile (BaFZA).

## 7

### Reconnaissance des compétences

Les participants au service volontaire ont un statut égal à celui des apprentis professionnels.

Les parents ont droit au « Kindergeld », l'allocation familiale disponible pour tous les résidents allemands.

Le service volontaire est reconnu comme un semestre d'attente pour les études universitaires. Pour certaines filières d'études ou d'apprentissage, elle est comptée comme un pré-semestre ou une année de reconnaissance.

L'agence de coordination (même si elle est payée en fin de compte par l'organisation d'accueil) est responsable de la couverture d'assurance en cas de maladie et de soins, de l'intégralité du coût de l'assurance sociale (part du salarié et de l'employeur), y compris l'assurance accident légale.

Le temps du service volontaire sera crédité pour la prévoyance vieillesse.

## 8

### Comment s'inscrire ?

#### En tant qu'opérateur

Si la personne intéressée connaît déjà un établissement, elle peut se renseigner ou postuler directement auprès de cet établissement. Sinon, il existe des plateformes pour trouver des missions, auprès de plus grandes organisations, d'agences de coordination, d'États. Les institutions avec des postes vacants et l'adresse de contact peuvent y être trouvées ; la personne s'adresse ensuite, selon les règlements de l'organisme coordonnateur, soit directement à l'établissement, soit à l'organisme coordonnateur.

#### En tant qu'entité

Les lieux de mission doivent être situés dans des organisations orientées vers le bien commun (§ 3 Abs. 1 JFDG). Les établissements doivent être agréés via les agences de coordination. Dans le cas du BFD, les institutions et missions sont reconnues par le gouvernement fédéral. Les organisations souhaitant devenir agences de coordination doivent introduire une demande auprès de l'autorité de l'État. Tant au Jugendfreiwilligendienste qu'au BFD, il existe un contingent fixe de placements qui peuvent être approuvés.

## A. CONTEXTE HISTORIQUE

Depuis sa création en septembre 2008, le Conseil Maltais pour le Secteur du Volontariat (MCVS) s'est efforcé de fournir un soutien global au secteur. Après les résultats positifs de deux programmes de subventions basés sur des projets mis à la disposition des organisations bénévoles, en 2015, le Conseil a demandé pour la première fois des fonds au ministère des affaires sociales pour lancer le Service volontaire pour la jeunesse (à l'époque appelé Programme de travail volontaire pour la jeunesse). Son objectif était de promouvoir et d'encourager une culture du volontariat et de la participation aux activités de volontariat parmi les personnes, en particulier les enfants et les jeunes, et de répondre aux besoins toujours croissants du secteur bénévole. Depuis cette année-là, les fonds publics alloués au programme ne cessent d'augmenter, pour atteindre 150 000 € en 2023.

### Jalons menant à l'idée d'un programme national volontaire pour la jeunesse

**2008**

Création du Malta Council for Voluntary Sector (MCVS)

**2015**

Demande de création d'un programme de volontariat pour les jeunes et lancement de la première promotion de volontariat

**2022**

Ouvrir le programme aux jeunes ayant moins d'opportunités

**2023**

Début du programme de volontariat international après intégration de l'Initiative de Service Civique Européen

## B. OBJECTIF, FAITS ET CHIFFRES

### OBJECTIFS

La mission du Conseil Maltais pour le Secteur Bénévole est de soutenir le développement d'un secteur bénévole et communautaire plus efficace et efficient à Malte et à Gozo grâce à la fourniture d'une gamme de services de soutien et de renforcement des capacités, notamment des informations, des conseils et entraînement. Le rôle du Conseil est de promouvoir le volontariat, de fournir un forum pour son écosystème et une plate-forme à partir de laquelle développer la coopération entre les organisations opérateurs et le gouvernement et la coopération entre les organisations elles-mêmes.

### FAITS ET CHIFFRES

- Promotion de la participation des jeunes au sein de la communauté.
- Promotion de l'inclusion sociale et du bien-être pour lutter contre le chômage des jeunes.
- Améliorer le niveau de compétences et d'aptitudes clés des jeunes, y compris ceux ayant moins d'opportunités.
- Favoriser l'amélioration de la qualité du travail bénévole des jeunes.
- Fourniture de ressources telles qu'un soutien financier, un soutien émotionnel et un tutorat de développement personnel aux jeunes bénévoles.
- Promotion des processus d'apprentissage informels et non formels.
- Sensibiliser à l'impact et à la valeur du service volontaire.
- Soutenir le développement de compétences fondamentales et transversales, telles que l'entrepreneuriat, le travail en équipe et les compétences en leadership.
- Promotion des valeurs d'inclusion et de tolérance auprès des jeunes.

## C. GUIDE - LE SERVICE CIVIQUE A MALTE

### Service volontaire local de la jeunesse

1

#### Profils des candidats

Jeunes résidant à Malte âgés de 16 à 30 ans (jeunes âgés de 15 ans éligibles s'ils ont terminé leurs études secondaires) - Collaboration possible avec les écoles afin que dans les 3 à 4 mois après la fin de l'enseignement obligatoire, nous les intégrons dans le secteur associatif).

2

#### Parties prenantes

Organisations d'accueil : les organisations bénévoles qui souhaitent accueillir des jeunes volontaires doivent soumettre une demande d'accréditation. L'accréditation est valable 1 an. Ils peuvent accueillir jusqu'à 4 bénévoles par an. Les Organisations doivent montrer qu'elles ont la capacité et la structure nécessaires pour engager, former, gérer, surveiller et soutenir les jeunes volontaires.

Seules les organisations de volontariat inscrites et éligibles pour participer et accueillir des jeunes dans le cadre du programme de service volontaire pour les jeunes peuvent entrer dans le dispositif. Elles peuvent relever de l'un des secteurs ci-dessous : Bien-être animal, Arts, Culture, Handicap, Éducation, Environnement, Santé, Humanitaire, Social, Sports et Jeunesse.

L'organisation bénévole hôte est responsable de :

- Formation et gestion des jeunes volontaires.
- Définir des tâches et des activités spécifiques sur lesquelles le volontaire devra travailler.
- Suivi et accompagnement des Jeunes Volontaires.
- Fournir un environnement adéquat et sûr aux jeunes volontaires conformément aux réglementations locales en matière de santé et de sécurité et aux autres législations liées au travail.
- Encadrer les bénévoles n'ayant pas atteint l'âge légal tout au long de leur travail au sein de l'organisation bénévole.
- Envoyer les feuilles de présence, les rapports mensuels et les tâches mensuelles de ses jeunes volontaires en temps opportun, à la demande des agents du MCVS.
- Assurer la présence des jeunes bénévoles au sein du J.O.Y.S. programme dans le cadre de leur stage YVS.

## 3

### Durée et durée de la mission

- **Durée** : Une mission locale entre 2 et 6 mois. Dans les cas liés aux personnes menacées d'exclusion sociale - aux personnes ayant des défis sociétaux - aux personnes souffrant d'un handicap/conditions physiques - aux personnes souffrant d'un handicap/conditions mentales, la durée maximale du placement peut être prolongée jusqu'à douze (12) mois et les heures par semaine peuvent être prolongée à trente (30) heures.
- **Temps** : Minimum de 2 heures par mois jusqu'à 15 heures par semaine. (Cependant, les jeunes sont libres de faire autant d'heures qu'ils le souhaitent.)
- **Allocation** : MCVS fournit un petit argent de poche aux bénévoles à la fin de chaque mois. En 2023 le tarif est celui de 3,50 €/heure.
- **Organisations d'accueil** : les organisations bénévoles qui souhaitent accueillir des jeunes volontaires doivent demander une accréditation. L'accréditation est valable 1 an. Ils peuvent accueillir jusqu'à 4 bénévoles par an. Les organisations doivent montrer qu'elles ont la capacité et la structure nécessaires pour engager, former, gérer, suivre et soutenir les jeunes volontaires.
- **Séances mensuelles d'auto-développement** : le programme J.O.Y.S (Journey of Youth Self-Development) a été créé pour proposer des séances d'auto-développement + un mentorat aux volontaires locaux effectuant leur service volontaire pour les jeunes et aux volontaires du Corps européen de solidarité effectuant leur mission de volontariat à Malte.

## 4

### Traitement

Nous fournissons une petite somme d'argent de poche aux bénévoles à la fin de chaque mois. Cette année, c'est 3,50 €/heure. Les jeunes doivent effectuer une tâche spécifique chaque mois afin de recevoir l'allocation (cela peut être un entretien avec un membre de VO/un petit article ou une vidéo sur leur mission, etc., Aide à la promotion du programme.)

## 5

### Démarche administrative pour les organismes d'accueil

- Soumission de la demande d'accueil par l'organisation bénévole.
- La candidature d'hôte est évaluée et vérifiée pour approbation par un comité d'évaluation nommé par MCVS.
- Après approbation de la demande, l'accréditation est accordée et le contrat d'accueil est signé par MCVS et le VO.

- L'opportunité de volontariat est publiée sur <https://volunteers.mt/volunteer/youth-voluntary-service/>
- Bridging : les bénévoles potentiels s'assoient pour une réunion avec le VO hôte et sont interviewés par la sélection. VO et les bénévoles sélectionnés s'assoient pour une réunion en ligne avec MCVS.
- La soumission des rapports mensuels, des tâches mensuelles et des présences est soumise par VO chaque mois.
- L'allocation est rémunérée mensuellement.
- La demande d'accueil peut être soumise à tout moment. L'Application Hôte comprend :
  - ❖ Une description du projet ou de la tâche à confier aux bénévoles.
  - ❖ Une description des bénéfices du projet pour les jeunes bénévoles.
  - ❖ Une description de la formation et du suivi prévus des jeunes volontaires.
  - ❖ Une description de l'expérience de l'organisation bénévole en matière d'accueil de jeunes bénévoles.
  - ❖ Une description de la gestion des risques et des précautions de sécurité de l'organisation bénévole.
  - ❖ La date de début et de fin du projet.

## 6

### Critères d'évaluation

#### Critères d'évaluation:

L'accréditation est une condition requise pour que les organisations bénévoles puissent accueillir des jeunes volontaires dans le cadre du service volontaire des jeunes. L'accréditation est conçue pour garantir des normes constamment élevées pour les organisations d'accueil participant au programme et pour garantir que les jeunes volontaires trouvent des stages auprès d'organisations bénévoles fiables.

L'accréditation est accordée sur la base de l'évaluation de la candidature d'accueil.

L'évaluation sera effectuée par le Conseil maltais du comité d'évaluation du secteur bénévole, qui évaluera la candidature d'hôte local, sur la base des éléments suivants :

- ❖ Motivation et expérience dans l'accueil de bénévoles.
- ❖ Les objectifs, les activités et les capacités de l'organisation pour le placement des jeunes.
- ❖ Procédures de risques, de sécurité et de bien-être.
- ❖ La formation et la gestion des Jeunes Volontaires, notamment ceux travaillant avec des Organisations Volontaires dans les domaines de la Santé, de l'Action Sociale et Humanitaire.
- ❖ Conscience et idées de tâches bien définies constituant un maximum de 15 heures par semaine, évitant la substitution d'emploi et les tâches routinières.
- ❖ Familiarité avec les concepts d'apprentissage non formel et les opportunités d'apprentissage offertes par le service.

Pour obtenir l'accréditation, l'organisation de volontariat soumettant la demande concernée doit démontrer qu'elle a la capacité d'accueillir des volontaires. Un Jeune Volontaire participant au Service volontaire des Jeunes ne peut être hébergé que par une Organisation Volontaire d'accueil accréditée.

L'accréditation d'hôte est accordée projet par projet. Si l'accréditation n'est pas accordée en raison d'une demande insatisfaisante, les organisations seront informées et guidées en conséquence. Les VO qui n'ont pas obtenu d'accréditation peuvent soumettre à nouveau leur candidature à tout moment.

Une fois approuvée, l'accréditation est valable 12 mois, bien que le Conseil Maltais du secteur bénévole se réserve le droit de révoquer l'accréditation pendant la période convenue s'il existe des motifs raisonnables d'agir de cette manière. Un organisme hôte accrédité doit renouveler son intérêt à participer au programme une fois la période d'accréditation expirée.

## 7

### Comment devenir un jeune bénévole

- Les jeunes éligibles peuvent trouver une opportunité de volontariat à leur goût dans la section Opportunités de notre site Web : <https://volunteers.mt/volunteer/youth-voluntary-service/#opportunities>
- Candidature – Les jeunes postulent sur le même portail pour participer au programme YVS.
- Visite VO - MCVS organise une rencontre entre le volontaire et l'organisation d'accueil. Les jeunes bénévoles devront visiter l'organisation afin de confirmer leur intérêt à faire du volontariat auprès de cette VO. Si la visite réussit, les jeunes doivent envoyer un e-mail de confirmation au VO et à l'agent du MCVS.
- Signer le contrat - Les bénévoles seront invités à signer un contrat et à participer à une réunion en ligne pour passer en revue les responsabilités de YVS en matière de reporting.

Le Contrat Jeunes :

Une fois la transition réussie, le jeune doit signer un contrat établissant :

- ❖ La durée du stage
- ❖ Responsabilité, devoirs et responsabilités
- ❖ Rémunération du jeune bénévole
- ❖ Heures de travail
- ❖ Formation/événements
- ❖ Démission ou résiliation du contrat
- ❖ Confidentialité
- ❖ Coordonnées bancaires Une réunion préalable au placement aura lieu entre un représentant de l'organisation d'accueil, le jeune volontaire et un responsable du MCVS pour discuter des responsabilités et des processus du programme.

# D. PROGRAMMES INTERNATIONAUX AU SEIN DU SERVICE VOLONTAIRE NATIONAL

## Volontariat international

MCVS a commencé à exploiter le volontariat international grâce au financement du Corps européen de solidarité. Afin de compléter le programme local de service volontaire pour les jeunes, MCVS a demandé et obtenu le label de qualité Support en 2022, et a également obtenu le rôle de leader et d'hôte en 2023, ouvrant des opportunités pour coordonner et accueillir des volontaires européens et soutenir les jeunes maltais dans Missions européennes. Les jeunes volontaires peuvent postuler ici : <https://volunteers.mt/volunteer/eu-mobility/>

## Ateliers en cours et réseautage de bénévoles :

Dans le but de mieux soutenir le développement et la croissance des jeunes volontaires à Malte, un programme d'auto-développement pour les jeunes a été développé.

Les objectifs de ce programme holistique de soutien volontaire aux jeunes sont les suivants :

- ❖ Soutenir le développement personnel des jeunes et l'acquisition de compétences ;
- ❖ Inculquer aux jeunes des valeurs de conscience de soi, de respect et de bien-être général ;
- ❖ Promouvoir la coopération, la mise en réseau, le partage entre pairs et la collaboration active entre les volontaires maltais et les volontaires européens de la jeunesse ;
- ❖ Promouvoir la diversité des expressions culturelles parmi les volontaires maltais et européens de la jeunesse ;
- ❖ Inculquer la valeur européenne du volontariat et de la solidarité et former les jeunes volontaires à la citoyenneté européenne démocratique et active ;
- ❖ Promouvoir la participation de volontaires maltais au programme européen.

Le programme de développement personnel se compose de différentes ressources, notamment :

- Mon parcours – un journal de développement personnel de 31 jours : ce journal est fourni à tous les jeunes participant au programme. Ce livre fournit des outils de développement personnel, des ressources ainsi que des activités que les jeunes peuvent utiliser pendant leur temps libre.
- Mentorat : - Les mentors du MCVS seront en mesure de fournir un mentorat occasionnel aux jeunes du programme J.O.Y.S. Programme sur demande.
- Ateliers mensuels de développement personnel ; Les sujets abordés comprennent l'amitié et les relations, la découverte de soi et l'acceptation de soi, la pleine conscience, la santé mentale et d'autres sujets relatifs à la conscience de soi. Ce programme et ces ressources de développement personnel seront disponibles gratuitement pour tous les jeunes bénévoles.

## Volontaires avec moins d'opportunités : À propos du programme Youth Engage

Objectifs du programme Youth Engage Ce programme vise à compléter les opportunités offertes avec la participation directe des jeunes et des parties prenantes. Ce processus vise à fournir un espace sûr et sécurisé aux participants ayant moins de possibilités d'améliorer leur expérience de travail respective tout en leur permettant de croire en eux-mêmes et de contribuer au meilleur intérêt de la société.

## **Le champ d'application du Programme est de :**

- a) Faciliter un processus où les jeunes auront la possibilité de croire en eux-mêmes.
- b) Aider les jeunes à reconnaître leurs propres capacités et talents.
- c) Fournir un espace où l'enseignement théorique pourrait éventuellement être lié à des travaux pratiques.
- d) Permettre aux jeunes d'apprécier la valeur d'une participation active qui peut prendre diverses formes.
- e) Exposer les participants aux différentes réalités présentes au sein de différentes entités, notamment les organisations de volontariat.
- f) Offrir une opportunité où les jeunes peuvent traiter avec leurs professionnels respectifs tout événement survenant au cours de ce voyage.
- g) Faciliter un espace où les jeunes apprennent à travailler dans diverses configurations au sein des organisations. Ainsi, vivre des épisodes de travail en équipe et d'autres occasions où la personne pourrait avoir besoin de travailler seule.
- h) Reconnaître la nécessité de respecter les autorités de gestion. i) Espace où les participants pourraient recevoir et donner des commentaires constructifs.
- j) Explorer des idées d'entrepreneuriat potentielles qui pourraient éventuellement se matérialiser dans des initiatives durables.
- k) Engagement possible des jeunes dans le secteur associatif.
- l) Aider les jeunes à favoriser une vie indépendante.
- m) Donner aux participants les moyens de jouer un rôle de premier plan quand et si nécessaire.
- n) Créer un espace permettant aux jeunes d'en apprendre davantage sur la valeur de l'inclusion et de contribuer à cette cause.

## **Comment ça fonctionne:**

1. Les entités participantes (agence nationale du handicap, agence de protection sociale) recrutent des jeunes pour participer au programme Youth Engage.
2. MCVS identifie les organisations bénévoles qui participeront au programme Youth Engage
3. Un programme de formation sera dispensé aux responsables de la gestion de ces organisations.
4. MCVS, en collaboration avec l'entité concernée, organisera des entretiens avec des organisations bénévoles pour déterminer quels jeunes volontaires sont les mieux adaptés à un placement particulier.

## Aspect administratif du programme d'engagement des jeunes :

- Volontaires éligibles : Jeunes maltais ayant moins d'opportunités (handicap physique ou mental, milieux sociaux difficiles). Ici, nous avons des bénéficiaires plus jeunes, âgés de 13 à 30 ans.

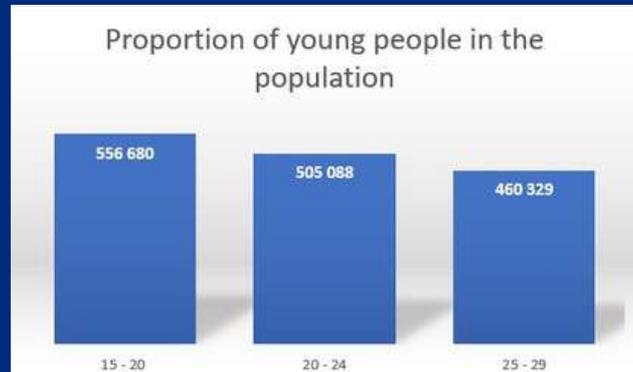
- Durée : Un minimum de 1 mois et un maximum de 12 mois
- Temps : Jusqu'à 30 heures par semaine.
- Allocation : MCVS verse un petit argent de poche aux volontaires à la fin de chaque mois. En 2023 le tarif est celui de 3,50 €/heure = maximum 105 € par semaine pour chaque volontaire. MCVS fournit également une allocation administrative mensuelle de 100 € à chaque organisation hôte + également 50 € supplémentaires pour chaque bénévole qu'elle accueille.
- Organisations d'accueil : les organisations bénévoles qui souhaitent accueillir des jeunes volontaires ayant moins d'opportunités doivent soumettre une demande d'accréditation. L'accréditation est valable 1 an. Ils peuvent accueillir jusqu'à 4 bénévoles par an (flexible). Organisations. doivent montrer qu'ils ont la capacité et la structure nécessaires pour engager, former, gérer, surveiller et soutenir les jeunes volontaires. Des formations sont dispensées par des entités spécialisées pour préparer les organisations à accueillir des volontaires ayant moins d'opportunités. Les jeunes volontaires doivent avoir un mentor désigné au sein de l'organisation d'accueil, en dehors de leurs travailleurs sociaux (puisque ces derniers n'accompagneront pas toujours les volontaires)

# SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE PAR DOBROVOLNICKE CENTRUM

## A. CONTEXTE SOCIAL DES JEUNES

La population tchèque compte au total 10 524 millions d'habitants.

- Les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentaient 14,8 % de la population. Le pays a connu une baisse de la proportion de jeunes au fil du temps, contribuant ainsi au vieillissement démographique global.



- **30,9 % des jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans ne sont ni scolarisés, ni employés, ni formés professionnellement (NEET).**
- Le nombre de personnes sans éducation âgées d'au moins 15 ans et plus est de 56 000 au total.
- *Le taux de chômage général dans le pays est de 3,6 % (l'un des taux de chômage globaux les plus bas de l'UE).*
- *Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est de 12,7 %. Cela ne signifie pas que la situation du marché du travail se détériore. Les jeunes pensent différemment ; ils voyagent davantage, ils ne veulent pas accepter des emplois non qualifiés pour peu d'argent et ils préfèrent attendre une meilleure offre.*
- *Le marché du travail tchèque offre généralement un environnement sûr et stable à la plupart des jeunes, contrairement aux pays du sud de l'Europe où l'insatisfaction à l'égard de l'emploi est plus courante. Cependant, le marché du travail est confronté à des défis, tels que des salaires relativement bas et une prévalence d'emplois peu qualifiés.*
- *Les jeunes Tchèques sont généralement satisfaits de leur situation de vie, notamment ceux qui vivent en couple ou avec leurs deux parents. Le système éducatif joue un rôle dans la reproduction du capital social et de la hiérarchie, le niveau de scolarité des parents influençant les trajectoires scolaires de leurs enfants.*
- *Les jeunes se concentrent principalement sur leurs objectifs et ambitions individuels, donnant la priorité à l'indépendance et à la réussite professionnelle plutôt qu'aux activités civiques et politiques.*

<https://library.fes.de/pdf-files/id/19598-20221115.pdf>

## B. DES BESOINS SOCIÉTAUX MAJEURS

Sur le plan démographique, l'Europe dans son ensemble vieillit. La préparation au vieillissement de la société est également une question sociale d'actualité en République tchèque. Conformément à la Stratégie de préparation au vieillissement 2021-2025 (MoLSA), cela devrait inclure la création de conditions propices à l'activité personnelle des personnes âgées, à l'engagement civique et au volontariat ou au développement de relations interpersonnelles et familiales de qualité en général. Le vieillissement actif devrait signifier une participation continue à la vie sociale, économique, culturelle, spirituelle et civique.

Il est donc inévitable de se concentrer sur l'ensemble de la population tchèque, y compris la jeunesse et l'intégration des minorités ethniques, en termes d'engagement civique à long terme.

Nous pensons que le service civique à long terme pourrait répondre à plusieurs besoins sociétaux importants liés à différents domaines et que le programme national de service civique devrait être ouvert à tous à partir de 18 ans :

- Selon une enquête, 22% de la population tchèque se caractérise par des revenus plus élevés et de la richesse accumulée et dispose de suffisamment de connaissances dans des professions prestigieuses et d'un réseau d'amis et parents qui peuvent apporter de l'aide en cas de problèmes. Pour cette population, le service civique peut créer un lien avec le restant de la population pour une meilleure utilisation de leurs ressources pour aider la communauté.
- 12 % de la population tchèque, souvent des professionnels de l'informatique, de la finance et de la technique, sont les seuls à parler sans problème les langues occidentales. Ils acquièrent un capital culturel très valorisé, grâce à un mode de vie actif axé sur une culture moderne. Ces personnes constituent le groupe démographique clé attiré par le volontariat actuellement, car leur mode de vie actif inclut souvent déjà une aide dans la communauté.
- 14 % de la population tchèque, pour la plupart d'âge moyen ou plus âgé, peu impliquée dans les relations locales et dispose d'un nombre limité d'amis et de parents vers lesquels se tourner lorsqu'elle a besoin d'aide. Pour ce groupe démographique, il est crucial d'élargir son cercle social afin d'acquérir l'expérience et les contacts nécessaires pour maintenir des relations saines et un mode de vie de citoyen actif.
- 12% de la population tchèque a de bons contacts dans des professions prestigieuses et a toujours quelqu'un vers qui se tourner en cas de besoin. Cependant, leur connaissance des langues étrangères et des technologies est assez faible, puisque seulement 63 % d'entre eux utilisent Internet de manière quotidienne et un tiers de manière très irrégulière. Ce groupe démographique peut tirer un grand profit du volontariat aux côtés des jeunes, non seulement pour le bénéfice de leur communauté, mais également pour acquérir des compétences importantes nécessaires dans le monde moderne.
- 22 % de la population tchèque se caractérise par des revenus et un patrimoine inférieurs à la moyenne. Ils occupent des emplois peu rémunérés, même s'ils ont reçu une éducation formelle qui leur permettrait d'obtenir des postes plus qualifiés et mieux rémunérés. Disposer d'un capital social supérieur à la moyenne leur permettrait d'avoir des contacts dans des métiers plus prestigieux et aussi d'avoir quelqu'un vers qui se tourner s'ils ont besoin de conseils. Cependant, il leur manque des compétences spécifiques pour le marché du travail. Une formation ciblée sur des activités spécifiques de service civique pourrait inciter ces citoyens à accroître leur portefeuille de compétences.
- Engagement civique des immigrants (par exemple la jeunesse ukrainienne) - 9,16 % de la population tchèque totale sont des migrants, et les jeunes de 15 à 29 ans représentent 20 %.
- Intégration des NEET/YWLO - construire un pont entre l'éducation informationnelle/le volontariat et l'éducation ou le marché professionnel.

[https://www.irozhlas.cz/zpravy-domov/ceska-spolecnost-vyzkum-tridy-kalkulacka\\_1909171000\\_zlo](https://www.irozhlas.cz/zpravy-domov/ceska-spolecnost-vyzkum-tridy-kalkulacka_1909171000_zlo)Text odstavec

# C. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE - SERVICE CIVIQUE DE LONGUE DURÉE

## Un service civique de longue durée : pourquoi ?

Le service civique à long terme n'est pas encore perçu comme une priorité par la population tchèque. Cependant, les données ci-dessus montrent qu'il existe un grand potentiel au sein de la société, et qu'il peut profiter à différents groupes démographiques.

Les avantages du service civique à long terme comprennent :

- **Renforcement des infrastructures essentielles** : le service civique à long terme peut contribuer au renforcement des infrastructures sociétales essentielles, notamment les soins de santé, l'administration, l'application de la loi et l'éducation. Les participants peuvent combler les lacunes dans la prestation de services, soutenir le travail de ces secteurs et alléger le fardeau qui pèse sur les ressources publiques.
- **Encouragement à l'éducation non formelle** : le service civique peut être une plateforme pour l'éducation non formelle et le développement des compétences. Il peut offrir aux individus la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances qui ne seraient peut-être pas facilement accessibles dans le cadre de l'éducation formelle traditionnelle. Cela peut conduire à une croissance personnelle et à une employabilité accrue.
- **Capital social et développement communautaire** : Le service civique favorise le développement du capital social, car il rassemble des personnes de différents horizons pour travailler vers un objectif commun. Ce sentiment de communauté et de collaboration peut avoir un impact positif sur la cohésion sociale et le bien-être général de la société.
- **Optimisation des ressources** : Les personnes engagées dans le service civique apportent souvent leurs compétences, leur temps et leur énergie à divers projets. Cette injection de ressources peut aider les organisations et les communautés à fonctionner de manière plus efficace et efficiente, en tirant le meilleur parti des ressources disponibles.
- **Relations interpersonnelles et liens familiaux** : Le service civique à long terme favorise le développement de relations interpersonnelles et de liens familiaux de qualité. Lorsque des individus s'engagent ensemble dans un volontariat, cela peut renforcer leurs liens et leur donner un but commun.
- **Sentiment d'épanouissement** : le service civique offre un sentiment d'épanouissement et un but aux individus. Savoir que l'on fait une différence positive dans la vie des autres ou que l'on contribue à une cause significative peut conduire à une satisfaction personnelle et à un bonheur accru.
- **Engagement civique** : Le service civique est une forme d'engagement civique essentielle à une démocratie saine. Il encourage les individus à participer activement à la vie de leur communauté, à exprimer leurs opinions et à s'intéresser au bien-être de la société.
- **Développement des compétences** : le service civique offre aux individus la possibilité de développer et d'améliorer un large éventail de compétences, notamment le leadership, la communication, la résolution de problèmes et la gestion de projets. Ces compétences peuvent être précieuses dans la vie personnelle et professionnelle.
- **Inclusion sociale** : le service civique peut promouvoir l'inclusion sociale en impliquant des individus issus d'horizons et de groupes d'âge divers. Cela crée un sentiment d'appartenance et encourage les gens à travailler ensemble malgré leurs différences.
- **Avantages économiques** : À long terme, les compétences et les expériences acquises grâce au service civique peuvent avoir des avantages économiques pour les individus. Des compétences et des réseaux améliorés peuvent conduire à de meilleures opportunités d'emploi et à un avancement de carrière.
- Ces avantages du service civique contribuent à une société plus forte, plus connectée et résiliente, mieux équipée pour relever les défis complexes auxquels elle est confrontée, notamment ceux liés au vieillissement de la population.

## Une loi et un statut juridique pour les volontaires

La République tchèque dispose d'une loi sur le volontariat, la loi sur le service volontaire (loi n° 198/2002 Coll.), avec des modifications ultérieures sous la forme de la loi n° 198/2002 Coll. 86/2014 Coll. Cette loi régit les conditions dans lesquelles l'État soutient le service volontaire organisé en vertu de la présente loi et effectué par des volontaires sans rémunération: elle s'apparente donc plutôt à un instrument de bénévolat. Parallèlement, cette loi reconnaît le remboursement des dépenses liées à un certain type de service volontaire associé à la préparation nécessaire à la participation du volontaire à un programme ou projet de service volontaire au niveau européen, le remboursement des dépenses liées aux déplacements vers et depuis le lieu de mission à l'étranger, de l'argent de poche pour couvrir les dépenses courantes sur le lieu de travail et la mise à disposition d'équipements de travail et d'équipements de protection individuelle.

Le statut juridique des participants au service civique nécessite une définition et un encadrement précis.

Nous estimons que de nouvelles modifications de la loi sont nécessaires.

## Un nouveau programme articulé avec les besoins économiques et sociaux de votre pays

Le pays est confronté à des défis liés aux évolutions démographiques communes à l'ensemble de l'Europe. Dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle, la République tchèque comptera 2,5 fois plus de personnes âgées que d'enfants.

En impliquant les populations dans des projets d'engagement civique à long terme, un engagement personnel significatif, la solidarité et l'appartenance peuvent être accrus pour promouvoir la cohésion sociale.

L'infrastructure du programme semble être bien fournie par les centres de volontariat régionaux, qui peuvent offrir leur expertise et leur aide au développement et à la coordination d'un tel service.

## D. CADRE DU PROJET

### Nom suggéré pour le programme/projet

« Národní občanská služba » (Service civique national)

## 1 Vision du service civique national

### Objectifs

- Réagir aux tendances démographiques
- Accroître l'engagement civique de la population tchèque
- Proposer des activités diversifiées avec différents groupes cibles
- Proposer des activités significatives à chaque groupe social de la société
- Intégration des réfugiés
- Assurer une reconnaissance formelle des compétences acquises par un certificat pour les futures carrières professionnelles des participants.

### Organisations

- Prestataires sociaux et de santé
- ONG
- Organisations administratives de l'État
- Organisations religieuses
- Organisations contributives de l'État

### Logistique

- Facultatif
- Âge des candidats : à partir de 18 ans
- Durée de la mission : 3 à 12 mois
- Temps plein ou temps partiel de service flexible

## 2 Parties prenantes

### Les décideurs

Ministère de l'Intérieur Responsable du programme de volontariat.

Ministère de l'Éducation

Ministère du Développement Régional

Ministère des Affaires sociales

### Des partenaires solidaires

Organisation incluse dans le Corps européen de solidarité (CES) et Interreg IVY

Régions

Municipalités

Les ONG

Entreprises à gestion/propriété étrangère

Entreprises/entreprises nationales

### Les grands alliés pour convaincre les décideurs

Parlement européen : Une déclaration unifiée du Parlement européen prônant l'importance du service civique national peut avoir un poids considérable.

Modèles européens réussis : mettre en lumière les expériences d'autres pays où le service civique a été couronné de succès peut servir d'exemple convaincant.

Évaluation des données et de l'impact : Fournir des données et des preuves de l'impact positif du service civique dans d'autres pays peut renforcer le dossier.

Association nationale du volontariat : en tant que collectif de 42 organisations, leur approbation et leur soutien peuvent ajouter de la crédibilité à l'initiative.

## 3 Domaines d'intervention

Services sociaux et de soins

Culture

Programmes de mentorat

Sport

Environnement Aide humanitaire

Promotion de la paix entre les peuples, de la non-violence et de la défense non armée ; promotion et protection des droits de l'homme; coopération pour le développement;

## 4 Soutien aux bénévoles

Une **formation** est souhaitable - au moins comme préparation au service ;

- elle pourrait être organisée comme dans le cas du programme CES avec une formation à l'arrivée (début de mission), une évaluation à mi-parcours et finale.

Toutefois, cela dépend du contenu et des objectifs du programme national.

- Une formation professionnelle doit être assurée par l'établissement d'accueil en fonction des besoins et des conditions de service.
  - La formation générale sur le volontariat pourrait durer environ une semaine au total ou environ une journée par mois de service, combinée en 3 sessions maximum (début, mi-session, finale).

Une formation spécifique/liée au projet pourrait être ajoutée si nécessaire.

- **Formation professionnelle des coordinateurs de participants** : peut être mise en œuvre par les centres régionaux de volontariat.

## Plan financier

### Participants au programme national

Ce serait bien si l'allocation était liée au salaire minimum du pays.

Le salaire minimum est de 736 EUR brut, 654 EUR net.

Les participants au service national seraient assurés par les régimes nationaux de sécurité sociale comme tout travailleur.

La répartition des coûts inspiré du service volontaire allemand (Freiwilligendienste in Deutschland) est notre suggestion.

#### 654 EUR net (40 h de prestation/semaine)

ARTICLE	ÉVALUÉ comme
Traitement	654 euros
Assurance	les régimes nationaux et de sécurité comme tout travailleur
Coût de gestion	220 euros
Entraînement	130 euros
Coût total	environ 1000 euros

**Recalculer : Total pour 1 an : 12 000 EUR/1 volontaire**  
**Total pour 5 ans : 60 000 EUR = 1 410 000 Kč (tarif 1 EUR= 23,5 Kč)**

## 6 Situation politique/économique

La situation économique en République tchèque est difficile, le pays est en récession économique.

La crise énergétique, les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et la forte inflation sont trois facteurs majeurs qui ont affecté l'économie tchèque l'année dernière et continueront à l'affecter cette année. La reprise initialement attendue après la pandémie de covid ne s'est pas concrétisée et notre pays a dû faire face à une récession. Cette tendance se poursuivra au premier semestre 2023, et une légère reprise pourrait survenir au second semestre.

Le budget initial de l'État pour 2022, qui prévoyait un déficit de 280 milliards de couronnes tchèques, a dû être modifié à deux reprises en raison du conflit en Ukraine et de ses conséquences. La première fois, le déficit prévu a été augmenté à 330 milliards de CZK, la deuxième fois à 375 milliards de CZK. Au final, le budget s'est soldé par un déficit de 360,4 milliards de couronnes tchèques. Le budget de cette année est approuvé avec un déficit prévu de 295 milliards de couronnes tchèques.

## 7 Plaidoyer pour la jeunesse et le service civique national

L'engagement civique est un pilier fondamental d'une société prospère et compatissante. En République tchèque, il existe une opportunité d'adhérer davantage à l'esprit d'engagement civique. Ce plaidoyer se concentre sur son rôle vital dans notre nation et sur la raison pour laquelle il est crucial que les citoyens, jeunes et adultes, soient incités à s'engager sur le long terme. Nous soulignons également la contribution inestimable des adultes et des personnes âgées dans le mentorat et l'orientation de la jeune génération, afin de l'inciter à s'engager sur le long terme.

Ce projet serait aussi un pari sur l'avenir, en investissant massivement dans le capital humain d'une jeunesse qui doit vivre dans une société désormais pleinement économiquement développée.

### **Préserver le patrimoine culturel:**

La République tchèque est riche en histoire et en culture. Notre génération plus âgée porte en elle une richesse de sagesse, de traditions et de connaissances culturelles. Les jeunes peuvent bénéficier grandement des idées et des expériences de leurs homologues plus âgés. Qu'il s'agisse de comprendre notre patrimoine culturel, l'histoire de notre nation ou même des compétences pratiques dans la vie quotidienne, les personnes âgées sont de précieux mentors et éducateurs. Les mettre en contact avec des jeunes s'en occupant renforcerait la cohésion nationale.

### **Mentorat et développement personnel :**

Les citoyens plus âgés peuvent servir de mentors, offrant des conseils et un soutien émotionnel aux jeunes impliqués dans le service civique. Ce mentorat favorise la croissance et le développement personnels. Cela renforce la résilience et le caractère et peut aider à guider les jeunes dans leurs choix de carrière et de vie.

### **Renforcer la cohésion sociale :**

Un service civique qui comble le fossé générationnel contribue à renforcer la cohésion sociale. En promouvant la compréhension et le respect entre les groupes d'âge, nous construisons une société plus harmonieuse et inclusive. Ce sentiment d'unité peut être une force puissante pour la stabilité et le progrès sociaux.

### **Encourager l'engagement civique régulier**

### **Reconnaissance et appréciation :**

Les citoyens doivent sentir que leurs contributions sont valorisées et appréciées. La reconnaissance et l'appréciation du public, par le biais de récompenses, de cérémonies ou de couverture médiatique, peuvent motiver les bénévoles à poursuivre leur travail avec un dévouement renouvelé.

### **Compétences et croissance personnelle :**

Offrir des opportunités de développement de compétences et de croissance personnelle peut être un puissant facteur de motivation. Le service civique en République tchèque devrait proposer des formations, des ateliers et des opportunités de mentorat pour aider les volontaires à acquérir de nouvelles compétences et à améliorer celles existantes.

## 7 Plaidoyer pour la jeunesse et le service civique national

### **Options flexibles et commodité :**

Pour encourager l'engagement civique à long terme, les programmes doivent être flexibles et pratiques. Offrir des options de service civique à distance ou virtuel, ainsi que s'adapter à différents horaires, peut permettre aux gens de contribuer plus facilement et régulièrement de leur temps.

### **Impact et réalisation sur la communauté :**

Souligner l'impact significatif de l'engagement civique dans les communautés locales peut être un puissant facteur de motivation. Démontrer comment le service civique change la vie et améliore la société peut leur donner un fort sentiment d'utilité.

### **Incitations financières et fiscales :**

L'exploration d'incitations financières ou d'avantages fiscaux pour les participants peut fournir un élan supplémentaire pour un engagement à long terme. Ces incitations pourraient prendre la forme de déductions fiscales, de subventions aux transports ou d'allocations pour les dépenses liées au service civique.

# PROJET PILOTE

Afin de permettre l'expérience de **volontariat national et européen pour les jeunes** d'Ústí nad Labem, un projet pilote à petite échelle a été lancé au centre Dobrovolnické, z.s. à Usti nad Labem.

Les principaux thèmes du volontariat :

- Programmes de mentorat pour les enfants
- Social et sanitaire
- Intégration des réfugiés et des minorités
- Culture
- sport
- Mini-projet préparé et livré par chaque bénévole

Le financement sera assuré par deux programmes de la Commission européenne

- **Corps européen de solidarité - in country - 6 mois d'expérience dans le cadre d'un programme national de volontariat**
- **Interreg IVY (Interreg Volunteer Youth) - 6 mois d'expérience en volontariat à l'étranger**

Dobrovolnické centrum a déjà lancé le projet pilote du Service Civique Européen, 2 volontaires français sont hébergés à Ústí nad Labem après avoir terminé leur service civique en France.

Un petit projet pilote pour les volontaires nationaux subventionnés par ESC a été lancé au centre de Dobrovolnické, la campagne de recrutement a commencé et nous hébergerons 4 volontaires tchèques.

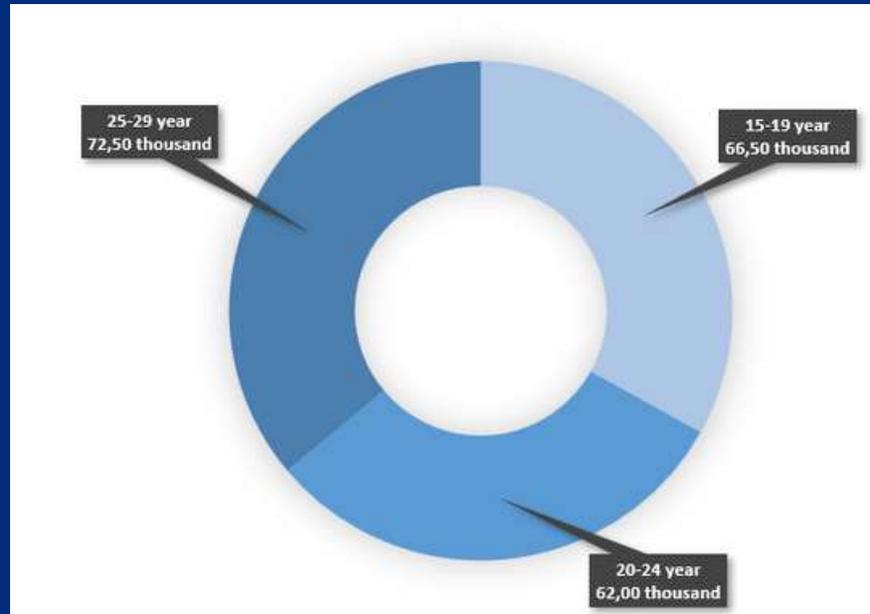
# SITUATION DE L'ESTONIE PAR ESTYES

## A. CONTEXTE SOCIAL DES JEUNES

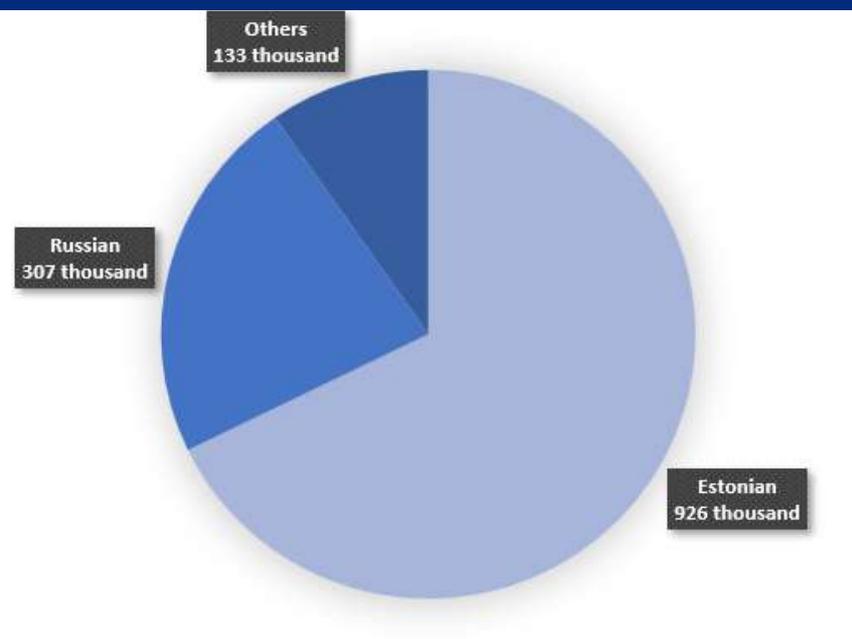
La population estonienne s'élève au total à **1 366 millions d'habitants**. L'âge des jeunes est légalement défini entre 7 et 26 ans.

Selon les statistiques, il y a 66 500 jeunes âgés de 15 à 19 ans ; 62 000 jeunes âgés de 20 à 24 ans ; 72,5 mille jeunes âgés de 25 à 29 ans.

- Le taux de chômage général dans le pays en 2022 était de 5,6%, parmi les jeunes âgés de 20 à 26 ans, il était de 11,7%.
- Le taux de NEETs chez les jeunes âgés de 15 à 26 ans est de 10,5 %.
- Le nombre de personnes sans éducation âgées d'au moins 15 ans et plus est de 2,5 mille au total.
- Les jeunes sont obligés de poursuivre des études (école, gymnase, école professionnelle) jusqu'à l'âge de 18 ans. Le niveau général d'éducation dans le pays est élevé.



L'un des principaux défis actuels est la mauvaise connaissance de la langue officielle (estonien) par les jeunes issus de groupes minoritaires en raison de la séparation des écoles entre les langues estonienne et russe. Cela réduit les possibilités de carrière des jeunes russophones et les oblige souvent à quitter le pays et à partir à l'étranger. C'est l'un des exemples du manque d'intégration et d'interaction entre ces deux communautés.



- Pour rappel:
- Le nombre de personnes parlant l'estonien dans le pays est de 926 000.
- Le nombre de russophones dans le pays est de 307 000
- Le nombre de personnes d'autres origines et nationalités dans le pays est de 133 000

## VOLONTARIAT DES JEUNES

Il n'existe pas de système de gouvernance dédié au volontariat des jeunes.

Le volontariat est un aspect de la planification stratégique de la société civile supervisée par le ministère de l'Intérieur. La principale collaboration intersectorielle dans le domaine du volontariat des jeunes a lieu entre le ministère de l'Éducation et de la Recherche, et le ministère de l'Intérieur.

La Stratégie de cohésion Estonie 2030, exécutée en partenariat avec le ministère de la Culture, le ministère de l'Intérieur et le ministère des Affaires étrangères, met l'accent sur le volontariat en tant qu'élément essentiel du développement de la communauté et de la société civile. L'un des objectifs de cette stratégie est de sensibiliser le public et de renforcer son engagement, en particulier parmi les jeunes, dans le bénévolat. Pour évaluer les progrès vers cet objectif, l'un des indicateurs est le taux de participation au volontariat, mesuré au moyen d'enquêtes visant à déterminer la proportion de la population impliquée dans le volontariat au cours des 12 derniers mois.

Le nouveau plan de développement du secteur de la jeunesse pour 2021-2035, connu sous le nom de « Noortevaldkonna arengukava 2021-2035 », met en lumière le volontariat des jeunes à travers diverses activités et introduit un indicateur spécifique aux jeunes lié au volontariat des jeunes : le ratio de jeunes de 15 à 26 ans engagés dans le travail bénévole organisé.

La mise en œuvre des stratégies et des plans de développement au niveau des États repose sur des programmes spécifiques. Le programme « Community Estonie 2023-2026 » joue un rôle déterminant dans l'obtention de résultats clés et inclut le secteur de la jeunesse comme partenaire important. Ce programme produit trois résultats concrets qui, bien que non exclusivement axés sur le volontariat des jeunes, sont pertinents pour la cause :

- Relier les efforts du travail de jeunesse, des ONG, des écoles et des universités avec la société civile.
- Diffusion du programme de pratique communautaire dans les écoles de toute l'Estonie.
- Développer la participation des jeunes au niveau local.

## B. DES BESOINS SOCIÉTAUX MAJEURS

Le service volontaire à long terme pourrait constituer une pratique précieuse pour les jeunes avant de décider ce qu'ils aimeraient faire ou étudier, ou dans quel domaine ils aimeraient travailler à l'avenir. Il devrait être plus facile de trouver un « bon emploi » après avoir acquis de précieuses compétences pratiques et une certaine confiance en soi.

En outre, le service volontaire national pourrait devenir un outil d'intégration des minorités ethniques dans la société estonienne, en particulier pour ceux qui vivent dans des communautés ethniques isolées et ont très peu d'interactions avec le reste de la population, ce qui affecte négativement leurs compétences en langue estonienne et, par conséquent, leur carrière future.

Un nouveau dispositif articulé avec les besoins économiques et sociaux du pays = manque d'expérience professionnelle, manque de soutien public des animateurs de jeunesse et des ONG... L'aide des volontaires sera précieuse et appréciée par de nombreuses organisations. Et il existe certainement de nombreux domaines dans lesquels cette méthode pourrait être appliquée à l'avenir. Pour l'instant, nous apprécions surtout les soutiens ponctuels apportés ici et là en fonction des besoins à court terme. Peut-être que les besoins en matière d'engagement à temps plein à long terme ne sont pas encore précisés. Ici, nous ne pouvons nous référer qu'aux expériences créées au cours de la réalisation des programmes SVE/CES, qui ont une forte dimension internationale/interculturelle, ce qui crée une valeur ajoutée importante et le rend plus attractif ou parfois l'argument décisif pour que les organisations d'accueil locales y adhèrent.

## C. STATUT JURIDIQUE DU VOLONTARIAT

Actuellement, il n'existe pas de loi ni de statut juridique pour le volontariat national comme nous souhaitons le voir naître dans le cadre du projet.

Cependant, les volontaires du programme CES sont légalement reconnus, également pour le service dans le pays. Et il est également possible de devenir volontaire auprès de l'Office de chômage pour une période allant jusqu'à 3 mois avec un engagement à temps plein ou partiel dans le cadre de la réintégration sur le marché du travail. Ce domaine est bien réglementé.

# Volontariat national estonien

## 1 Vision du service national - objectifs

### Les objectifs qualitatifs de ce dispositif

= L'objectif principal est d'être inclusif et ouvert à tous.

- plus de cohésion sociale
- meilleure intégration ethnique
- solidarité avec les communautés
- renforcer les capacités des jeunes.

Tenant compte du fait que l'Estonie n'envoie pas plus de 100 jeunes dans des projets CES à long terme, les premières étapes doivent être graduelles et progressives.

### Les caractéristiques de ce programme potentiel

- Certainement volontaire
- Temps plein pour offrir une expérience plus approfondie aux jeunes et obtenir des résultats tangibles au niveau communautaire.
- Min 3 mois jusqu'à 12 mois
- L'âge légal définissant la catégorie "jeunes" en Estonie est de 7 à 26 ans. L'âge du volontariat pourrait être de 17/18 à 26 ans et potentiellement plus, jusqu'à 30 ans, comme dans le programme CES.
- Une allocation, de préférence non imposable :
  - Si cela suffit à couvrir les frais de subsistance, rien d'autre n'est nécessaire
  - Sinon, il pourrait y avoir une prise en charge pour les frais d'hébergement, surtout si un volontaire effectue son service en dehors de sa ville d'origine.
- Les frais de nourriture doivent être couverts par une allocation, sinon la comptabilité et les rapports pourraient devenir trop difficiles à réaliser post expérience.
- Les frais de déplacement, le cas échéant, doivent être couverts.

→ Ce serait bien si l'allocation était liée soit au salaire minimum du pays, soit à l'allocation que les étudiants reçoivent pendant leurs études universitaires.

→ Actuellement, le salaire minimum est de 725 euros (dont 654 non imposables). Il existe un programme visant à l'augmenter à plus de 1 000 euros dans les 3-4 prochaines années, en augmentant la partie non imposable à 700 euros.

→ Cette allocation devrait être convenue et approuvée au niveau de l'État, comme c'est le cas actuellement pour les étudiants ou le programme CES.

## 2

### Parties prenantes

#### Les décideurs

- Personnes travaillant au ministère de l'Éducation, en particulier au Département de la jeunesse et à l'Agence nationale.
- Appui au développement de la société civile du Ministère de l'Intérieur.
- Les municipalités, surtout les petites, en milieu rural, car elles peuvent facilement constater les avantages du projet pour leurs jeunes et pour la communauté.
- Des animateurs professionnels travaillant directement avec les jeunes.

#### Les ONG

- Organismes ayant une expérience CES et le label qualité :
- Plus facile d'impliquer ce type d'organisations pendant la phase pilote
- Les centres de jeunesse locaux travaillant par les municipalités pourraient devenir un partenaire « d'envoi ».

#### Les partenaires et sponsors publics/privés

- Un programme d'État (certainement)
- D'autant plus qu'il faut une législation élaborée au niveau de l'État
- Municipalités, mais au vu de la situation économique actuelle, cela ne semble pas réaliste.
- Toutes les organisations impliquées dans le travail de jeunesse pourraient devenir partenaires du programme à long terme

## 3

### Domaines d'intervention et durée de la mission

**La durée peut être d'au moins 3 mois jusqu'à 12 mois.**

## 4

### Soutien aux bénévoles

*Une formation est souhaitable, au moins comme préparation au service.*

- il pourrait être organisé comme dans le cas du programme CES avec une formation à l'arrivée (début de service), une évaluation à mi-parcours et finale.
  - Mais cela dépend du contenu et des objectifs du programme national.
- Une formation professionnelle doit être assurée par l'établissement d'accueil en fonction des besoins et des conditions de service.
  - La formation générale sur le volontariat pourrait durer environ une semaine au total ou environ une journée par mois de service, combinée en 3 sessions maximum (début, mi-session, finale).
  - Une formation spécifique/liée au projet pourrait être ajoutée si nécessaire.

## Cadre juridique

Le manque de cadre juridique constitue l'un des principaux obstacles au lancement du programme. Actuellement, il n'existe pas de loi et donc de statut juridique pour le volontariat national tel que nous souhaitons le voir se développer dans le cadre du projet. Cependant, les volontaires du programme CES sont légalement reconnus, également pour le service dans le pays. Il est par ailleurs possible de devenir volontaire auprès du bureau de chômage pour une période allant jusqu'à 3 mois avec un engagement à temps plein ou partiel en guise de réintégration sur le marché du travail. Ce domaine est bien réglementé et cette possibilité est largement utilisée. Il existe une réglementation pour les volontaires nationaux travaillant dans des équipes de secours, auprès de la police et en tant que travailleurs sociaux auprès des prisonniers. Mais il s'agit de cas plutôt spécifiques qui n'ont rien à voir avec le service civique en tant que programme éducatif et engageant pour les jeunes tel que nous le souhaitons.

## Volontaires

Une allocation devrait être versée, de préférence non imposable. Si cela suffit à couvrir les frais de subsistance, rien d'autre n'est nécessaire. Sinon, il pourrait y avoir une prise en charge pour les frais d'hébergement, surtout si un volontaire effectue son service en dehors de sa ville d'origine. Les frais de nourriture doivent être couverts par une allocation, sinon la comptabilité et les rapports pourraient devenir trop difficiles. Les frais de déplacement, le cas échéant, doivent être couverts. Il serait souhaitable que l'allocation corresponde au salaire minimum dans le pays ou à l'allocation que les étudiants perçoivent pendant leurs études universitaires.

Si l'on imagine qu'un mois de service coûte 1000 euros (chiffre rond, probablement proche de la réalité) et que la durée est de 10 mois en moyenne, on obtient 10 000 euros par personne. Ensuite, 20 volontaires par an coûtent 200 000 euros, ce qui pourrait être la 1<sup>ère</sup> année. Avec l'ambition de passer à 50 d'ici la 5<sup>ème</sup> année, nous arrivons à un maximum de 1,5 millions d'euros pour un plan de 5 ans. Cependant, il ne faut pas oublier tous les coûts administratifs de toutes les structures impliquées dans la gestion d'un tel programme, qui peuvent facilement le doubler.

**Attention !** Le tableau ci-dessous montre l'un des nombreux scénarios financiers possibles et il est basé sur les réglementations et tarifs actuels (octobre 2023). L'allocation fixée à 654 euros est un minimum non imposable. Avec son augmentation à 700 euros, comme le prévoit le gouvernement, l'allocation devrait également être augmentée.

ARTICLE	ÉVALUÉ comme
Traitement	654 euros
Assurance	régime national de sécurité sanitaire
Formations	120 euros
Coordonnateurs (ressources humaines)	220 euros
Coût total	994 euros

## 6 Situation politique/économique

La situation économique en Estonie est difficile, le pays est en récession économique depuis les 6 derniers trimestres. La crise énergétique, les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement, le taux d'inflation extrêmement élevé (le plus élevé de l'UE !) et les intérêts bancaires élevés qui ralentissent les investissements sont les principaux facteurs qui affecteront l'économie à partir de 2022. La reprise rapide connue après le Covid s'est rapidement transformée en une récession croissante depuis le début de la guerre en Ukraine.

Le budget de l'État est confronté à de graves déficits causés par l'augmentation des dépenses consacrées à la défense, à l'aide à l'Ukraine et aux réfugiés ukrainiens ainsi qu'à l'augmentation des coûts dans le domaine social et dans l'éducation. Dans le même temps, les revenus de l'État montrent des signes de diminution. De nombreuses entreprises suppriment des effectifs ou font faillite, ce qui augmente le taux de chômage dans le pays. Dans ce contexte, le service civique viendrait renforcer des secteurs sociaux et associatifs exsangues.

Fraîchement formé après les élections parlementaires de mars 2023, le gouvernement libéral doit revenir sur les promesses faites aux électeurs avant les élections en raison d'un budget extrêmement serré et d'un déficit élevé. Cela entraîne de fortes tensions dans la société (la récente grève des enseignants en est un exemple) et une confrontation politique d'une ampleur sans précédent.

Ces nouveaux éléments font que l'introduction, pourtant annoncée, d'un programme national volontaire en Estonie n'est pas programmée de manière immédiate pour le moment.

## 7 Plaidoyer pour le programme de volontariat des jeunes

Un service volontaire de longue durée pourrait constituer une expérience précieuse pour les jeunes avant qu'ils ne décident de ce qu'ils souhaitent faire par la suite, de leurs études ou du domaine dans lequel ils souhaitent travailler plus tard. Il devrait être plus facile de trouver un « bon emploi » après avoir acquis des compétences pratiques et une solide confiance en soi.

Le service volontaire national pourrait devenir un outil d'intégration des minorités ethniques dans la société estonienne, en particulier pour ceux qui vivent dans des communautés ethniques isolées et ont très peu d'interactions avec le reste de la population, ce qui affecte négativement leurs compétences en langue estonienne et, par conséquent, leur future carrière.

# PROJET PILOTE

Le service volontaire à long terme pourrait constituer une pratique précieuse pour les jeunes avant de décider ce qu'ils aimeraient faire ou étudier, et dans quel domaine ils aimeraient travailler à l'avenir.

Il devrait être plus facile de trouver un « bon emploi » après avoir acquis de précieuses compétences pratiques et acquis une certaine confiance en soi.

Le service volontaire national pourrait devenir un outil d'intégration des minorités ethniques dans la société estonienne, en particulier pour ceux qui vivent dans des communautés ethniques isolées et ont très peu d'interactions avec le reste de la population, ce qui affecte négativement leurs compétences en langue estonienne et, par conséquent, leur future carrière.

A court terme, il serait possible de le tester à toute petite échelle dans le cadre du Corps Européen de Solidarité in Country.



# CONTEXTE ROUMAIN

## A. CONTEXTE SOCIAL DES JEUNES

### Service Civique Volontaire National

#### 1 Vision du service national - objectifs - Moyen Terme

1. Atteindre au moins 5% du nombre total de jeunes par an à travers une feuille de route claire ;
2. Développer les compétences civiques et entrepreneuriales, ainsi que les 8 autres compétences clés encadrées par le niveau européen, à travers l'éducation non formelle pendant leur service ;
3. Comblent l'écart entre les compétences et les besoins du marché du travail, pour les jeunes, en augmentant l'employabilité après la phase de volontariat ;
4. Regrouper des jeunes issus de divers milieux sociaux ou économiques lors de ce service ;

#### 2 Parties prenantes

Partenariat avec la Coalition jeunesse (Fondation nationale de la jeunesse, Fédération de la jeunesse, Conseil scolaire)  
Ministère roumain de la Jeunesse et du Travail

### 3 Domaines d'intervention et durée de la mission

1. Intégration sociale et inclusion : les jeunes roumains ont également besoin d'un soutien social et d'opportunités de participation active à la société. Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la discrimination et fournir des plateformes pour la participation des jeunes aux processus décisionnels sont essentiels pour leur bien-être général.
2. Santé et bien-être : Répondre aux besoins de santé et de bien-être des jeunes est essentiel pour leur développement personnel et leur productivité future. Garantir l'accès à des services de santé de qualité, à un soutien en matière de santé mentale et promouvoir des modes de vie sains peut avoir un impact positif sur leurs résultats économiques et sociaux.
3. Infrastructure et connectivité : L'amélioration des infrastructures, en particulier dans les zones rurales, et l'amélioration de la connectivité numérique peuvent contribuer à réduire le fossé entre zones urbaines et rurales et à offrir des chances égales aux jeunes à travers le pays.
4. Activités culturelles et récréatives : Donner accès à des activités culturelles et récréatives favorise la créativité, la croissance personnelle et l'interaction sociale entre les jeunes. Soutenir des initiatives dans les domaines artistiques, sportifs et communautaires peut contribuer à leur développement holistique.

Les secteurs où le volontariat est le plus important en Roumanie sont :

- Prise en charge d'enfants ou de communautés défavorisées ;
- Prendre soin des personnes âgées qui n'ont pas de famille à proximité ;
- Aider et protéger les femmes contre la violence domestique ;
- Militants des droits des animaux qui prennent soin des animaux ;
- Bénévoles environnementaux qui tentent de préserver la nature, et notamment forêts et faune de Roumanie.

Durée de la mission : entre 6 mois et 12 mois

### 4 Soutien aux volontaires

La loi roumaine sur le volontariat permet d'être remboursé : de la nourriture, au quotidien, du transport et des autres frais de l'activité (matériels, par exemple). Le revenu mensuel minimum en Roumanie par personne est d'environ 500 EUR, hors impôts. L'organisation doit être soutenue par un paiement pour la coordination (coordinateur des bénévoles – nommé formateur et coordinateur d'activité – nommé animateur de jeunesse), de gestion et de paiement des frais d'activité.

La formation devrait être obligatoire. Le type de formation : formations civiques, soft skills, communication, écologie et activités.

5 jours la première semaine, puis 2 à 3 jours par mois, pendant les 3 premiers mois de service et 1 à 2 jours par mois après 3 mois.

Toutes les organisations qui travaillent selon les normes de la loi sur le volontariat en Roumanie doivent postuler pour accueillir des volontaires, quel que soit leur profil. Les priorités devraient être fixées sur une base annuelle.

La loi sur le volontariat en Roumanie est régie par la loi n° 78/2014 sur la réglementation des activités de volontariat en Roumanie. Cette loi fournit un cadre juridique pour l'exercice d'activités bénévoles dans le pays et favorise l'implication des citoyens dans des actions d'intérêt général.

#### HYPOTHÈSE BUDGÉTAIRE CALCULÉE PAR BÉNÉVOLE

\*

ARTICLE	ÉVALUÉ comme
Traitement	450 euros
Assurance	Régime national de sécurité sanitaire. (pour les jeunes NEET Supposons que ce soit un coût d'assurance 400 euros/an)
Formations	100 euros
Coordonnateurs (ressources humaines)	150 euros
Coût total Mensuel	700 euros

## 6 Situation politique/économique

La relation spécifique entre les conditions politiques et économiques de la Roumanie et la demande de services bénévoles dépend du contexte local et des politiques gouvernementales. En réponse à ces conditions, les organisations de volontariat et les individus en Roumanie adaptent souvent leurs efforts pour répondre aux besoins changeants de leurs communautés et du pays dans son ensemble.

1. Croissance économique : La Roumanie a connu une croissance économique modérée, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) d'environ 3 à 4 % au cours des années précédant 2021.
2. Chômage : les taux de chômage ont progressivement diminué mais sont restés relativement élevés par rapport aux autres pays de l'UE, avec un taux de chômage d'environ 5 à 6 % en 2021.
3. Inégalités de revenus : L'inégalité des revenus est une préoccupation en Roumanie, avec un écart important entre les zones urbaines et rurales et des disparités dans la répartition des revenus.
4. Salaire minimum : Le salaire minimum en Roumanie était d'environ 2 300 lei roumains (RON) par mois en 2021, ce qui constituait un facteur économique important pour de nombreux travailleurs.
5. Pauvreté et assistance sociale : la Roumanie comptait une partie importante de sa population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale, et divers programmes d'assistance sociale étaient en place pour résoudre ces problèmes.
6. Secteur à but non lucratif et ONG : Le climat économique et politique peut influencer le financement disponible pour les organisations à but non lucratif et les ONG en Roumanie. Le manque de financement peut amener ces organisations à compter davantage sur les bénévoles pour soutenir leurs opérations et fournir des services essentiels.

## 7 Plaidoyer pour le programme de volontariat des jeunes

En plaidant pour le volontariat des jeunes, nous promouvons le sens du devoir civique, encourageons l'empathie et contribuons à combler le fossé générationnel. En outre, ces initiatives ont le potentiel de résoudre des problèmes sociaux critiques, dans la mesure où l'énergie et les nouvelles perspectives des jeunes volontaires peuvent apporter des solutions innovantes à des défis de longue date. Plaider en faveur de la croissance et de la durabilité des programmes de volontariat pour les jeunes est un investissement dans le développement de futurs dirigeants et l'amélioration de la société dans son ensemble.

En Roumanie, les sentiments et impressions des citoyens concernant le volontariat sont limités et ambivalents. Comme dans d'autres pays de l'ancien bloc communiste de l'Est, le mot volontaire peut avoir une connotation négative car il est synonyme de travail non rémunéré et fait référence à l'ancienne dictature communiste. Certains citoyens y voient également un moyen pour l'État de s'acquitter de ses obligations et de confier ses missions à des ONG ou à des particuliers (en 2008, 73 % des citoyens roumains pensaient que le volontariat ne serait pas nécessaire si l'État faisait son travail).

Le nombre de personnes impliquées dans le bénévolat a augmenté : en 2006, 18 % des adultes faisaient du bénévolat. La plupart des volontaires roumains en ont fait une bonne expérience. Un rapport de la Direction générale de l'Éducation et de la Culture (DG EAC) de la Commission européenne a révélé qu'une majorité de volontaires roumains ont un retour positif de leur expérience : une opportunité de se faire de nouveaux amis, heureux d'aider la communauté, 41% ont déclaré qu'ils ont apprécié l'opportunité de mettre en œuvre de nouvelles idées grâce au bénévolat.

## B. PROJETS PILOTES PRÉVUS

### ÉTAPE 1 : RÉDACTION DU PROGRAMME

- La jeunesse en Roumanie est définie par la loi comme une personne âgée de 14 à 35 ans.
- Lois roumaines applicables : Droit du volontariat, Droit des stages, Droit de l'apprentissage
- Nombre ciblé : 5% de jeunes
- Budget 10 millions pour la première année ; à augmenter dans les 3 prochaines années

### ÉTAPE 2 : PARTENARIAT AVEC LA COALITION DE LA JEUNESSE (FONDATION NATIONALE DE LA JEUNESSE, FÉDÉRATION DE LA JEUNESSE, CONSEIL SCOLAIRE)

### ÉTAPE 3 : PRÉSENTER L'IDÉE AU MINISTÈRE ROUMAIN DE LA JEUNESSE ET DU TRAVAIL

La structure:

- Coordinateur National (Agence) pour accréditer les ONG ou une Fédération qui coordonnera les ONG
- Accueillir des ONG ou des institutions publiques
- Coordonnateur des bénévoles / Coordonnateur des activités (mission)
- Formateur (coordonnateur des bénévoles ou formateur issu d'un pool de formateurs)
- Mentor/Coach
- Liste des activités : description, durée, débouché sur quel résultat d'apprentissage pour les volontaires
- Bénévole/équipe de bénévoles

### Premières expériences pilotes de notre réseau national

Grâce à l'action de mise en réseau et de lobbying du projet European Grand Tour en 2022, nous avons pu tester, avec les acteurs du réseau associatif en Roumanie, une première expérience pilote impliquant 4 jeunes nationaux et 4 volontaires européens à Bucarest. La base d'hébergement était le Corps européen de solidarité, utilisé dans sa déclinaison « in Country » et « à l'étranger ». Cela a permis aux jeunes volontaires de travailler ensemble à plein temps. Les volontaires nationaux avaient la possibilité de partir après la phase d'engagement local à Bucarest.

En attendant la généralisation du volontariat national en Roumanie, nous continuerons à expérimenter des formes d'engagement rémunéré et continu pour les jeunes. En 2024, nous prévoyons d'engager des jeunes Roumains à travailler avec de jeunes Français Neets sur des missions d'intérêt général dans toute la Roumanie (10 Français et un nombre équivalent de Roumains), en même temps des volontaires seront engagés dans la construction d'événements culturels pour un projet de collaboration innovant entre des villes roumaines et européennes (10 Roumains et 10 jeunes d'autres pays, à Timisoara), ainsi que pour des missions d'aide aux réfugiés ukrainiens (20 Roumains financés, répartis entre Timisoara et Bucarest).

## A. CONTEXTE SOCIAL DES JEUNES

### Nom du programme/projet

Corps du Service Civique National (Εθνικό Σώμα Υπηρεσίας του Πολίτη) Par  
ECOGENIA

## 1 Programme national de service civique des jeunes - objectifs

Un **programme de service civique rémunéré** combinerait le volontariat avec la formation professionnelle et le développement des compétences, tout en créant des opportunités de travail à haute valeur ajoutée pour les jeunes et en générant un impact social. En combinant ces différents aspects, un programme de service civique tirerait parti de la volonté des jeunes à se battre pour un avenir meilleur et reconnaîtrait leur service en valorisant le temps qu'ils investissent dans l'amélioration de leurs communautés par le biais d'une rémunération et d'opportunités de développement professionnel dédiées. En outre, le programme les perfectionnerait et les préparerait à aborder de futures opportunités d'emploi et au-delà, dans un esprit de citoyenneté active.

Les objectifs comprennent :

1. Lutter contre les taux de **chômage** constamment élevés **des jeunes** en Grèce (27 % pour les personnes de moins de 25 ans ; Eurostat, 2023) en offrant une période de service rémunéré aux jeunes au chômage/sous-employés.
2. Mobiliser la jeunesse grecque pour accélérer le **programme national de développement durable**
3. Doter les jeunes des **compétences essentielles très demandées** pour mener avec succès la transition verte de la Grèce.
4. **Activer et responsabiliser les générations futures** pour créer un avenir durable et équitable
5. Offrir à chaque jeune la possibilité de consacrer **jusqu'à un an de travail rémunéré à la direction de changements localisés** et à la réponse aux besoins des communautés dans les 13 régions de Grèce.
6. **Favoriser la résilience des communautés** au niveau local et préserver la richesse naturelle et culturelle de la Grèce

## 2 Parties prenantes

### Décideurs clés dans la mise en œuvre d'un système national de service civique

- **Gouvernement central** : ministère du Travail, ministère de l'Environnement et de l'Énergie, ministère de la Crise climatique et de la Protection civile, ministère de l'Éducation, ministère du Tourisme, ministère de la Cohésion sociale
- **Gouvernement local** : municipalités et régions
- **Autres entités** : Le Service national de l'emploi

### Autres parties prenantes clés :

- Les associations et organismes de Société Civile peuvent être engagées comme sites d'accueil, idéalement celles qui détiennent le label de qualité du corps européen de solidarité ou un label national de qualité du service civique.
- Les organisations et conseils de jeunesse/étudiants, les universités/collèges peuvent devenir des partenaires de recrutement
- Le secteur privé peut intervenir en tant que bailleur de fonds
- Les municipalités, les villes et les régions peuvent être des partenaires clés du programme, des bailleurs de fonds ou des sites hôtes.

### Partenaires/sponsors publics et privés potentiels pour le financement :

- **Phase initiale (pilote)** : donateurs individuels et institutionnels
- **Phase de mise à l'échelle** : fondations, financement d'entreprise et fonds nationaux
- **Phase d'institutionnalisation** : municipalités (service payant), fondations, financement d'entreprises et fonds nationaux

### 3 Domaines d'intervention et durée de la mission

Un corps de service civique national permettrait aux jeunes Grecs de se mobiliser pour relever les défis nationaux auxquels la Grèce est confrontée aujourd'hui, tout en bénéficiant du développement de compétences essentielles. Cela pourrait inclure, entre autres, des projets d'action climatique et de conservation, des initiatives de cohésion sociale et des travaux de préservation du patrimoine culturel. Les **domaines d'impact prioritaires (domaines d'intervention)** qu'un corps de service civique national pourrait servir sont énumérés ci-dessous, étant entendu que la liste n'est pas exhaustive :

1. **Écotourisme et construction de sentiers**: Construire une industrie touristique grecque durable qui soit inclusive pour tous, ait un impact environnemental minimal, et éduque et profite aux communautés locales. Les jeunes peuvent être à l'avant-garde de la réalisation de cette vision en participant à un service civique d'écotourisme.
2. **Éducation à la citoyenneté active** : Offrir une opportunité de connexion intergénérationnelle, grâce à laquelle les membres du corps sont formés pour animer des ateliers éducatifs significatifs pour les enfants, centrés sur l'intersectionnalité de l'engagement civique et du développement durable. Notre objectif est de permettre aux jeunes enfants de devenir des citoyens actifs.
3. **Préparation et secours aux catastrophes** : Les membres du corps peuvent être mobilisés pour faire face à l'urgence climatique et travailler à améliorer la sensibilisation et la préparation des communautés avant les catastrophes naturelles, faire progresser la réduction des carburants et les travaux anti-inondations, (re)planter des arbres, restaurer et construire des structures, réhabiliter les zones. et fournir un soutien de secours coordonné.
4. **Conservation de l'environnement** : Des équipes de jeunes agiraient en tant que responsables de l'environnement, dirigeraient des projets d'atténuation du changement climatique, promouvraient des pratiques commerciales et de construction durables, rénovaient les espaces, amélioreraient les parcs publics et d'autres travaux d'amélioration de l'environnement basés sur les besoins locaux.

En termes de format du mandat du service civique, celui-ci devrait être :

- sur une **base volontaire**
- ciblant les jeunes de **18 à 30 ans** issus d'horizons et de régions divers
- grâce à un processus de recrutement **inclusif**
- à **temps plein** (40 heures/semaine)
- pour une **durée de 6 à 12 mois** (6 mois étant le minimum et 8 mois la moyenne)

### 4 Soutien aux membres du corps en Grèce

Un corps de service civique doterait les jeunes de **compétences civiques et entrepreneuriales** grâce à l'éducation non formelle et comblerait l'écart entre les compétences et les besoins du marché du travail, augmentant ainsi l'employabilité des participants après leur service. Cela permettrait également aux jeunes de s'engager dans une année de travail rémunéré pour la communauté et pour le bien commun, produisant ainsi un impact social et un SROI élevés.

Pour y parvenir, la durée du service devrait fournir le soutien suivant aux membres du corps :

- **Intégration** : une intégration structurée et formalisée pour aider les jeunes à entrer et à naviguer dans cette expérience, et à leur inculquer les valeurs de citoyenneté active.
- **Formation** : Développement professionnel et formation professionnelle intégrés tout au long de la durée du service pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences très demandées qui leur permettront d'accéder à des opportunités d'emploi bien rémunérées à l'avenir.
- **Compensation** : les membres du corps recevraient des allocations et des allocations pour couvrir leurs besoins fondamentaux pendant la durée de leur service. Cela inclurait les prestations de sécurité sociale. Pour garantir l'inclusivité, les allocations devraient couvrir les frais de subsistance de base, et des logements communautaires ou une compensation appropriée devraient être fournis. Des cartes de transports en commun, si disponibles, doivent également être fournies.
- **Mentorat** : un encadrement, un mentorat et une navigation continus pour un soutien « après le service » devraient également être fournis.

## 5 Cadre financier et juridique

La loi grecque sur le volontariat, la loi 4873/2021 pour la protection du volontariat, a été promulguée en décembre 2021. Comme la loi ne reconnaît pas pleinement l'octroi d'une allocation pour le travail communautaire, un cadre juridique et une infrastructure administrative supplémentaires devraient être mis en place pour faciliter l'extension du service civique à un programme national.

Une infrastructure nationale créerait un **corps national de service civique**, financé par l'État avec une contribution **minimale de 80 %** aux salaires des membres du corps, une couverture sociale et une subvention à la **formation accordée aux organisations** gérant des programmes de service civique (100 euros par membre du corps). ).

ARTICLE	ÉVALUÉ comme
Allocation (basée sur le salaire minimum)	700-800 € (selon l'emplacement du projet) pour un service à temps plein
Assurances et sécurité sociale	entièrement pris en charge (don) par l'État
Coût de la formation	100 € pp pour l'organisation entièrement pris en charge par l'Etat
Coût de gestion	100 € pp pour l'organisation entièrement pris en charge par l'Etat
Coût total	900-1 000 € par membre du corps

**Total pour 1 an : 12 600-14 000 €/1 membre du corps**

**Total pour 5 ans : 63 000-70 000 €/1 membre du corps**

## 6 Considérations sociopolitiques

La Grèce est confrontée à des défis liés au **chômage des jeunes** (27 % pour les moins de 25 ans ; Eurostat, 2023), tandis que le système éducatif est principalement basé sur les programmes scolaires, et concentré sur une approche théorique laissant peu de place à la mise en pratique, ne prépare pas ainsi les jeunes aux compétences de leadership et de travail en équipe. En engageant les jeunes dans des projets de service à long terme, il est possible d'investir dans le développement des compétences et de favoriser le capital humain national de manière pérenne.

Avec 26 % de la population **exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** (ELSTAT, 2023), le pays est confronté à d'importants défis sociaux en raison des multiples crises consécutives de la dernière décennie. Les zones rurales sont confrontées au déclin et de nombreux villages isolés sont au bord de l'extinction, ce qui constitue une menace de perte imminente du patrimoine culturel du pays. Les projets de services dans ces régions peuvent apporter une activité économique et un rajeunissement. Le surtourisme est un autre problème urgent, qui entraîne des impacts environnementaux et sociétaux préjudiciables. Mobiliser les jeunes dans des projets liés à l'écotourisme peut aider à résoudre ce problème.

Avec son **mandat de décarbonation** et des progrès lents vers les objectifs de développement durable (ODD), le pays a également besoin d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée qui sera en mesure de diriger la transition verte du pays. Alors que les catastrophes naturelles ne feront qu'augmenter en nombre et en intensité dans les années à venir, il existe un besoin croissant de communautés et de citoyens formés pour répondre aux urgences. Les jeunes recherchent des points d'entrée pratiques sur le marché du travail, et les projets de service pourraient servir de terrain pour les former à la prévention et à la réponse aux catastrophes de manière pratique.

### **Sur la mise en place du service civique :**

En Grèce, le terme « service » est souvent associé au service militaire obligatoire pour les hommes, créant une connotation négative parmi les jeunes Grecs. L'engagement dans le bénévolat est répandu mais la loi pertinente n'est que récente (2021). Il existe une excellente opportunité d'introduire le service civique et de redéfinir le service comme une opportunité à laquelle les jeunes hommes et femmes peuvent participer sur une base volontaire pour répondre aux besoins de développement durable de leur pays.

En engageant les jeunes dans des projets de service civique à long terme, le pays peut résoudre les problèmes mentionnés ci-dessus, offrir une expérience professionnelle et soutenir les animateurs de jeunesse et les ONG dans leurs rôles essentiels.

## 7 Plaidoyer pour un système national de service civique

Pour que le service civique s'étende au niveau national en Grèce, il est proposé de lancer une agence nationale du service civique sur le modèle français. La Grèce et la France ont également des systèmes juridiques similaires, de sorte que le modèle français se prête bien comme feuille de route pour institutionnaliser le service civique en Grèce.

Une agence nationale pourrait être lancée sous l'égide du **Service public de l'emploi** et/ou du **Secrétariat général de l'enseignement professionnel, de la formation, de l'apprentissage tout au long de la vie et de la jeunesse (G.G.E.K.D.V.M. & N.)** ou être autonome.

L'argument en faveur d'une approche de mise à l'échelle par le biais d'une synergie avec le service public de l'emploi est que le service civique a en Grèce un rôle central à jouer dans la lutte contre le chômage des jeunes. L'argument en faveur d'une approche par l'intermédiaire du Secrétariat général découle du mandat du Secrétariat consistant à doter la main-d'œuvre du pays des qualifications modernes nécessaires pour améliorer les compétences des citoyens et la compétitivité de l'économie grecque. L'idée est qu'une partie du budget actuellement consacrée respectivement aux allocations de chômage et au développement des compétences tout au long de la vie par l'intermédiaire de ces entités, pourrait être réorientée vers des allocations de service, donnant ainsi la possibilité aux jeunes sans emploi d'acquérir des compétences professionnelles essentielles et de servir les besoins durables les plus urgents de leur pays en matière de développement durable.

## B. PROJET PILOTE PRÉVU

En Grèce, Ecogenia, une organisation à but non lucratif créée en 2021, a introduit le concept de service civique et l'a testé sur le terrain à travers de petits projets pilotes pour en fournir la preuve de concept.

Depuis sa création, Ecogenia a exécuté **3 projets pilotes à petite échelle** atteignant l'impact suivant :

- 25 membres de la cohorte engagés
- 6 501 heures servies dans la communauté
- 92 heures de formation investies dans chaque membre de la cohorte
- 598 bénéficiaires directs
- 1 018 personnes touchées

Le coût de ces projets a été couvert grâce au financement de fondations, de donateurs corporatifs et individuels. Ceci est envisagé comme une solution provisoire pour lancer le projet pilote et démontrer l'impact potentiel, tandis que l'organisation investit également dans des efforts de plaidoyer pour plaider en faveur d'un corps de service civique national et financé par l'État (comme décrit ci-dessus).

Projet pilote d'écotourisme, 2022 :

- 7 membres de la cohorte
- durée de service de 10 semaines
- allocation mensuelle par membre de la cohorte (durée de service à temps partiel) : 418 €
- coût mensuel par membre de la cohorte (y compris sécurité sociale et taxes) : 661,5 €
- hébergement offert par la communauté

Projet pilote d'éducation, 2022 :

- 10 membres de la cohorte
- durée de service de 10 semaines
- allocation mensuelle par membre de la cohorte (durée de service à temps partiel) : 650 €
- coût mensuel par membre de la cohorte (incl. sécurité sociale et taxes) : 935 €
- hébergement aux frais des membres de la cohorte

Projet pilote d'écotourisme, 2023 (coût augmenté en raison de l'inflation) :

- 8 membres de la cohorte
- 1 chef d'équipe
- durée de service de 10 semaines
- allocation mensuelle par membre de la cohorte (durée de service à temps partiel) : 503 €
- coût mensuel par membre de la cohorte (incl. sécurité sociale et taxes) : 715,4 €
- allocation mensuelle du chef d'équipe : 640,98 € (coût mensuel total 913,5 €)
- hébergement offert par la communauté

Les résultats détaillés de ces projets sont présentés sur le site d'Ecogenia, mais en général ils démontrent une insertion réussie pour tous les participants dans l'emploi ou un retour à un cycle d'études supérieur à celui initial. L'impact est très fort en termes d'intégration notamment pour des personnes d'origine immigrée, souvent faiblement sociabilisés en Grèce.

**Avertissement : ce qui précède représente les coûts engagés par Ecogenia pour tester le modèle de service civique via des fonds privés et sur une base à temps partiel. Les coûts pour l'organisation diminueraient considérablement si les efforts de plaidoyer étaient couronnés de succès et si une partie des allocations ainsi que les coûts de la sécurité sociale étaient couvertes par un financement public.**

## MERCI!

Nous sommes extrêmement reconnaissants à l'**Agence nationale française Erasmus+** et à l'ensemble du programme pour avoir rendu ce travail et toutes ses retombées possibles, ainsi que la **Région Grand Est**, première d'Europe à avoir testé le Service Civique Européen, avant même le soutien du projet par le **Gouvernement Français et le Président de la République**. La région continue d'être à nos côtés, comme le **Ministère des Affaires Etrangères et son Secrétariat d'Etat aux Affaires Européennes**, ainsi que l'**Office Franco Allemand pour la Jeunesse**. Tous les partenaires de ce projet jouent au quotidien un rôle essentiel dans la promotion de la citoyenneté active, du volontariat et de la cohésion sociale. Leurs initiatives ont inculqué le sens du devoir et des responsabilités aux jeunes pris en charge, leur permettant ainsi de faire une différence positive dans leurs communautés. En s'engageant dans des projets de la société civile, ces jeunes ont acquis des compétences, bénéfiques à eux mêmes comme aux communautés qu'ils ont servies.

Le programme Erasmus+ a joué un rôle essentiel dans la compréhension et coopération interculturelles entre pays européens. En offrant aux jeunes la possibilité d'étudier, de travailler et s'engager à l'étranger, il a élargi leurs horizons et favorisé des sentiment d'identité et solidarité européens. La promotion de la citoyenneté active, du volontariat et des échanges interculturels a laissé un impact durable et profond sur la vie de nombreux jeunes. Tous les partenaires se sont d'ailleurs associés pour mener pour les prochaines élections européennes, une campagne rassemblant finalement des soutiens (combinés, des organisations représentant plus de 30 000 volontaires et 1 000 animateurs de jeunesse) pour accroître les fonds du corps européen de solidarité et permettre une meilleure synergie et le démarrage de nouveaux programmes nationaux



Malta Council for the  
VOLUNTARY SECTOR

ecogenia  
γενιά με όραμα

Service  
Civique  
Européen  
*Grandis congeunble*



Co-funded by  
the European Union

UnisCité

ET

CREA+  
TIVE  
PLUS

Grand Est  
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

Scambieuropei  
*Ogni esperienza ha un punto di partenza*

